Vol 18 # 21 • Du 20 au 26 Novembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

VERTIÈRES : 221 ANS APRÈS, OÙ EN SOMMES-NOUS ?


Voir page 4

L'enseignement du 18 Novembre nous invite donc à prendre nos propres responsabilités face à l'histoire de façon à combattre nos ennemis pour la reconstruction de l'unité nationale du pays

LA BOURGEOISIE A REPRIS LA MAIN !


Voir page 3

Ce nouveau gouvernement fera l'affaire d'une élite économique plus soucieuse de ses propres intérêts que du bien de la majorité de la population



Viv ansanm mande depa Konsèy prezidansyèl la

Page 6

Vertières : 221 ans après, où en sommes-nous ?

Page 9



NON à toute autre force de « maintien de la paix » de l'ONU pour occuper militairement Haïti !

Page 7



Coopération internationale, ONG et interventions américaines !

Page 10-11



Zelensky n'a pas été invité au sommet du G20

Page 17

Des Conzé haïtiens au service de Luis Abinader !

Par Berthony Dupont

Le 2 octobre 2024 rappelle l'anniversaire du massacre des milliers d'haïtiens par Leonidas Trujillo le 2 octobre 1937. Pour commémorer précisément cet événement crapuleux et criminel, le Président de la République dominicaine, Luis Abinader, annonça triomphalement la déportation massive et quotidienne de milliers de travailleurs immigrés haïtiens. Quelques jours plus tard, il passa de la parole aux actes. Dans des circonstances inappropriées, en effet, nos compatriotes légaux ou illégaux, entassés comme des bêtes de somme, ont été déportées sans aucune considération humanitaire.

Ce qui sans doute n'a pas attiré l'attention de la population haïtienne, c'est le fait que le régime en place conduit par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) n'a depuis lors et ce, jusqu'à présent pris aucune position officielle ni diplomatique concernant cet agissement délirant du gouvernement dominicain.

Même aux Nations-Unies, à la 79e session de l'Assemblée générale, Edgard Leblanc Fils Président d'alors du Conseil au cours de son discours a parlé de la situation raciste qui se développe dans l'Ohio mais n'a pas soufflé un mot sur cette grave mesure discriminatoire à laquelle font face nos compatriotes en République Dominicaine.

Même avec le tollé qui s'ensuivit, le gouvernement raciste d'Abinader s'amuse à dénationaliser et expulser illégalement toute personne à la peau noire même des dominicains d'origine haïtienne. Tandis que, le gouvernement haïtien fait le dos rond, se contentant d'avaler tout cela comme une entité neutre ne se sentant pas concerné du sort de ses ressortissants victimes de la discrimination.

Peut-on rester insignifiant, insensible face à une telle catastrophe humanitaire s'il ne s'agissait pas d'un complot concocté entre Luis Abinader et les soi-disant dirigeants haïtiens pour que ces figurants purement décoratifs ferment leurs yeux et leurs oreilles pour qu'ils ne réagissent pas sur ce dossier brulant ?

Ce ne serait pas étonnant, puisque juste après l'assassinat de Jovenel Moise, le gouvernement d'alors, sous la direction du Premier ministre de facto Ariel Henry apportait tout son soutien à la diplomatie dominicaine face à celle de son pays. Le démêlé entre le ministre haïtien des Affaires Étrangères Claude Joseph et le Président Abinader en est l'illustration dans la mesure où, Ariel Henry avait tranché en faveur d'Abinader qui lui réclamait le limogeage de son chef de la diplomatie.

Rappelons que, quand cet incident avait eu lieu, l'Ambassadeur d'Haïti accrédité au territoire voisin, n'avait été autre que l'actuel Conseiller-Présidentiel Smith Augustin.

Un autre incident illustrant l'aspect de soumission des dirigeants de cette Transition à l'égard de la présidence dominicaine. C'est le cas du Consul par intérim d'Haïti à Santiago, James Jacques qui, dans la nuit du 24 juin 2022, a été maltraité et arrêté par des policiers dominicains alors qu'il défendait face aux agents de la Migration les droits de nos ressortissants.

Au lieu de supporter le Consul, le ministre des Affaires Étrangères et des Cultes de l'époque, Jean Victor Généus, dans une lettre adressée à l'ambassade de la République dominicaine en Haïti sur cet incident s'abstenait d'évoquer et de dénoncer la violation des droits des migrants haïtiens et le traitement inhumain qu'ils subissent de la part de l'armée dominicaine. Honteusement, il relatait de préférence que l'ex-Consul James Jacques, du Consulat d'Haïti à Santiago avait déjà démissionné.

Tout ceci pour dire que la diplomatie haïtienne est depuis un certain temps à la traine du gouvernement dominicain. N'en parlons pas du dossier du Canal sur la rivière Massacre dans la plaine de Maribaroux auquel Ariel Henry, Garry Conille et le Conseil Présidentiel n'ont jusqu'à présent porté aucune attention à cette réalisation, reflet, pourtant, de notre souveraineté nationale pour ne pas décevoir Abinader très considéré par l'élite puante haïtienne. Or, l'individu représente la menace principale pour Haïti vu sa prétention de jouer un rôle de sous-impérialiste.

La dernière goutte d'eau qui va renverser le vase et confirmer clairement l'influence de l'Administration d'Abinader sur les régimes fantoches haïtiens est la réaction du Conseil Présidentiel au dernier évènement et surtout la position de Leslie Voltaire par rapport à une certaine déclaration hostile de l'ancienne ministre des Affaires Etrangères, Dominique Dupuy, à l'encontre du Président dominicain.

Comme l'a sollicité le Président dominicain, la ministre a été tout bonnement limogée et pour la remplacer dans le nouveau gouvernement du Premier ministre Alix Fils-aimé, Voltaire insinua l'ordre à tout candidat d'éviter tout affrontement direct avec le chef de l'Etat dominicain. N'est-ce pas une façon de dire que nous nous soumettons à tout diktat du chef de l'Etat voisin ?

C'est dans ce contexte qu'on doit comprendre que le caméléon Harvel Jean Baptiste qui occupait le poste de chef de cabinet de l'ex-ministre des affaires étrangères Jean Victor Généus est justement l'heureux élu choisi pour le poste de ministre des Affaires Etrangères pro-Abinader. Ce ne serait que la continuation de la politique d'Ariel Henry et de Jean Victor Généus pour faciliter la mainmise de la République dominicaine et la liquidation de notre dignité nationale.

Dans ce conflit historique, il ne peut y avoir aucune forme de neutralité ou d'innocence. De quoi peut-on espérer d'un tel gouvernement qui ne saurait s'engager à mettre en œuvre le pays de sorte qu'il sorte de sa léthargie politique et économique ? Le prétendre, c'est faire preuve de malhonnêteté intellectuelle. Cacher la vérité pour faire croire au mensonge tout en apportant leur solidarité au gouvernement réactionnaire, fasciste que dirige Luis Abinader n'est autre qu'un acte de traîtrise.

Une chose est certaine, monsieur Voltaire et tous ces complices, acolytes mercenaires de la classe politique traditionnelle ont des investissements et des intérêts à défendre là-bas, et pour autant ils piétinent la patrie haïtienne, leurs desseins seront tous voués à l'échec. Eux qui, comme Sténio Vincent, préfèrent la honte infligée à leur peuple et donnent plus d'importance à leur situation personnelle qu'elle soit d'ordre de soins de santé ou autre, qu'importe ! Elle passe au-dessus de celle de la Nation. Vous êtes tous des Conzé ! Honte à vous !

Avec des individus faisant montre d'une telle platitude, sans orgueil national, mais se déclarant fièrement Président d'Haïti et qui priorisent l'intérêt d'une autre nation au détriment du sien, vous ne serez rien d'autre qu'une honte nationale, imposé par les puissances dominantes pour procéder à la destruction du pays.

A ce compte, le peuple haïtien ne doit pas rester indifférent et accepter n'importe quoi sans aucune réaction face aux manœuvres antinationalistes du régime en place, des traîtres qui n'ont aucune velléité de restaurer l'autorité de l'Etat, le redressement économique et social, voire défendre les causes nobles de manière à hisser le pays à la place qui lui revient au concert international des peuples qui ont fait l'histoire avec un grand H.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La bourgeoisie a repris la main !



Que nous réserve l'avenir de ce pays avec de tels individus au timon de l'Etat ?

Par Marie Laurette Numa

La bourgeoisie patripoche a repris d'une manière ou d'une autre le contrôle politique du pouvoir Exécutif pour mieux rassurer les puissances dominantes. Elle partage le nouveau gouvernement avec entre autres: l'organisation politique Fanmi Lavalas de Jean Bertrand Aristide, Lespwa ou Inite de René Préval.

Cette nouvelle alliance construite autour du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, homme d'affaires, candidat au sénat aux dernières élections et également au poste de Premier ministre après la démission de Ariel Henry n'a pas partagé la totalité du pouvoir avec tous les vautours de la classe politique traditionnelle.

Doit-on aussi rappeler qu'au mois d'avril dernier quand le Conseil présidentiel avait fait choix de Conille au lieu de Fils-Aimé, il y avait eu des grincements de dents, comme quoi ce dernier avait acheté le poste. La classe des Affaires avait par des pots-de-vin soudoyé tous les membres du Conseil Présidentiel de sorte que Fils-Aimé soit choisi. Et on lui avait promis de patienter et que tout serait rectifié dans un bref délai.

C'est dans ce panorama que le jour même de la révocation de Garry Conille, une résolution en date du 8 novembre, publiée dans le journal officiel Le Moniteur a fait du sieur Alix Didier Fils-Aimé son successeur. Il a été installé le 11 novembre et le samedi 16 c'était le tour de son cabinet ministériel à la Villa d'Accueil.

Le Premier ministre très proche du camp Inite, Lespwa, ami personnel de l'oligarque Dimitri Vorbe, membre également du même courant politique, est flanqué de 18 ministres et un secrétaire d'État au sein de son nouveau gouvernement de transition. Huit anciens ministres ont été reconduits et 10 nouveaux.

Dans son discours de circonstance, Fils-Aimé en bon démagogue a bien joué le rôle en rappelant : *« À ceux qui rejoignent cette nouvelle équipe, je vous invite à mesurer pleinement l'ampleur des responsabilités qui vous incombent »* pour ajouter ensuite tout ce qu'aimerait entendre l'assistance et même la population *« Nous n'avons pas de temps à perdre, mettons-nous au travail. Ce gouvernement entre en fonction avec un sentiment d'urgence et de gravité »*

« Notre mission est claire: nous devons redonner espoir à notre peuple en nous attaquant avec détermination au défi majeur auquel Haïti est confronté. L'insécurité sous toutes ses formes doit être combattue avec vigueur, notamment l'insécurité physique, économique et alimentaire », a-t-il fait remarquer.

Il est clair que ce nouveau cabinet ministériel est sous la coupe réglée du Secteur privé des Affaires. Certains ministres sont des gérontes qui retournent au chevet du malade pour finalement l'achever dans la mesure où ils ont été en maintes fois ministres avec un piètre bilan. Ce nouveau gouvernement fera l'affaire d'une élite économique plus soucieuse de ses propres intérêts que du bien de la majorité de la population. On n'en a rien à attendre; comme à l'accoutumée ce ne sont que des sangsues qui viennent pour sucer l'appareil d'Etat au profit des oligarques Bigio, Abdallah et autres.

Ils ont pour nom : Ketleen Florestal du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) ; Raphael Hosty des Travaux Publics, Transport et Communication (Lavalas); Vernet Joseph Ministre de l'Agriculture (Pitit Desalin). James Monazard au Ministère du Commerce et de l'Industrie (Secteur Privé) Moise Jean Pierre Fils au Ministère de l'Environnement, Augustin Antoine Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (Montana). Paul Antoine Bien-aimé Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriale ; (Lespwa, INITE) ; Alfred Metellus Ministre de l'Économie et des Finances ; Patrick Pelissier Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique ; Jean Harvel Jean Baptiste Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes (Lavalas) ; Dr Lorté Blema Ministre de la Santé Publique et de la Population ; Erick Dessources Ministre du Tourisme ; Jean Michel Moïse Ministre de la Défense ; Pedrica St-Jean devient Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme ; Katia Verdier est nommée Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger et Patrick Delatour (INITE) prend la tête du Ministère de la Culture et de la Communication. Avec de tels hommes et de telles femmes au timon de l'Etat que nous réserve l'avenir de ce pays ?

Le gâteau est bel et bien partagé entre les potentats de la bourgeoisie et ceux de la classe politique. C'est toujours ainsi et comme d'habitude ce sont les masses laborieuses qui n'en ont jamais eu aucune part. Un jour viendra où tout sera renversé !



L'assistance à l'installation du cabinet ministériel d'Alix Didier Fils-Aimé

Vertières : 221 ans après, où en sommes-nous ?

Par Henriot Dorcent

« Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir » cette citation du Maréchal Foch devrait en ce temps précis d'anniversaire de la bataille de Vertières frapper l'attention de tout haïtien conscient et conséquent quelque soit l'endroit où vous êtes. Cette date du 18 novembre 2024 symbolise à jamais l'expression la plus achevée de la volonté de nos ancêtres, va-nu-pieds, de lutter au péril de leur vie sous le slogan de vivre libre ou mourir pour nous léguer en héritage cette terre.



Le monument de Vertières au Cap-Haitien

En cette circonstance Vertières devrait rester un exemple inoubliable, une leçon à apprendre quotidiennement de façon à apporter une solution à la décadence du pays soumis à un nouveau système d'exploitation et de domination néocoloniale qui le déstabilise tout en opprimant les masses populaires dans un esclavage déguisé.

Dans l'état actuel du pays, les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, l'enseignement du 18 Novembre nous invite donc à prendre nos propres responsabilités face à l'histoire de façon à combattre nos ennemis pour la reconstruction de l'unité nationale. A commencer par :

1. **Renouer** avec la dignité léguée par nos ancêtres les martyrs.
2. **Rebâtir** une souveraineté nationale solide en lieu et place des solutions faciles frôlant l'occupation militaire étrangère du pays.
3. **Renforcer** la fierté nationale par une politique d'inclusion et de participation des masses populaires organisées et conscientisées à la gestion de la vie politique et économique du pays.
4. **Reforger et rétablir** une armée de libération nationale à la dimension de notre histoire, une armée forte, tournée vers la protection et la sécurité physique du territoire national pour un développement économique national par des ressources locales.

En effet, 221 ans après, le pays a mérité des dirigeants capables d'établir une coopération militaire avec les pays du sud global et de se soustraire à la domination néocoloniale des puissances occidentales, car Haïti ne peut ni ne doit renouer aucune coopération militaire avec les anciennes puissances colonialistes sous aucun fallacieux prétexte de renforcement sécuritaire, ni se soumettre à la tutelle de l'organisation des Nations-Unies.

Tout récemment un contingent de soldats haïtiens est parti pour la Martinique, France, une ancienne puissance coloniale d'Haïti. Cela est une faute grave car elle remet en question notre passé de gloire historique, le fait d'avoir mis en déroute la plus grande armée coloniale française. Et c'est le symbolisme de Vertières que le régime colonial actuel du Conseil présidentiel de transition est en train de piétiner.

Quelle aberration ! La même nation qui, dans le passé imposa la colonisation et l'esclavage à nos ancêtres ne reviendra pas déguisée en coopérant pour nous laisser une force armée nationale mais bien une force d'occupation, comme l'avait réalisé les Etats-Unis d'Amérique en 1934 juste après 19 ans de pillage et d'occupation militaire du territoire national. Et c'est grâce à cet atout qu'ils ont pu maintenir jusqu'à présent leur domination politique et économique et piller les ressources minérales et minières du pays.

Tous les prétextes sont bons pour combattre son ennemi. Dans ce sens, l'Organisation des Nations Unies (ONU) et sa cousine celle des États américains (OEA) font feu de tout bois pour trouver des faits, des non-faits et même des méfaits qui pourraient faciliter la mise en œuvre de leur plan machiavélique d'occupation militaire d'Haïti sous le couvert humanitaire des Nations Unies.

En effet, l'attaque d'un aéronef de la compagnie commerciale Spirit Airlines le 11 novembre 2024, le forçant à atterrir à l'aéroport international de Cibao, à Santiago en Dominicanie est un faux prétexte pour faciliter la conversion de la force multinationale d'appui à la sécurité en Haïti en une force des Nations unies de maintien de la paix. D'ailleurs, le président en exercice du Conseil Présidentiel de Transition avait déjà requis une telle conversion dans une lettre adressée récemment au secrétaire général de l'O.N.U. Antonio Gutierrez.





L'inauguration d'une base des Forces Armées d'Haïti (FAd'H) située dans la commune de Tabarre, nommée « Base Vertières », ancienne base du contingent de la MINUSTHA

Le vote à l'unanimité du conseil permanent de l'OEA organisation des Etats américain d'une résolution parrainée par les Etats unis, le Canada, l'Equateur, le Costa Rica et le Salvador dans ce sens est tout aussi suspect et en dit long. Une fois encore, il va revenir aux pays progressistes souverains, et un veto de la Russie et/ou de la Chine au Conseil de sécurité de l'O.N.U., pour nous épargner cette épée de Damoclès à savoir : une nouvelle occupation militaire étrangère sous couverture des casques bleus à la fin du premier quart du 21ème siècle.

Par ailleurs, en guise de commémoration de Vertières, les hypocrites au pouvoir, ceux-là même qui avaient sous les diktats impérialistes démobilisé l'armée d'Haïti sont venus sans aucune honte parler des prouesses de l'armée indigène. Ils ont profité de la commémoration du 221e anniversaire de la Bataille de Vertières, pour inaugurer une base des Forces Armées d'Haïti (FAd'H) située dans la commune de Tabarre, nommée « Base Vertières »

La victoire du 18 Novembre 1803 sur l'armée coloniale Française a inscrit Haïti dans l'histoire universelle en tant que symbole de résistance et de courage, brisant les chaines du colonialisme et de l'esclavage pour la première fois. L'épopée de Vertières doit enseigner aux dirigeants actuels (de facto) et futurs l'importance et la nécessité de s'émanciper de toute domination et influence étrangère.

221 ans après, Haïti a besoin d'une diplomatie libre, indépendante, intelligente et éclairée, guidée par ses propres intérêts nationaux au lieu d'être alignée sous la dictée des USA et autres puissances occidentales. Une vraie révolution socialiste est nécessaire pour rompre la spirale de la violence et restaurer l'espoir!

Le pays certes a un grand besoin de militaires, de grands combattants révolutionnaires pour faire tout ce qu'ils peuvent à l'instar des va-nu-pieds qui ont mené la bataille de Vertières, pour qu'Haïti puisse se relever et se débarrasser des régimes de collabos des puissances impérialistes, des antipatriotiques, de cette cohorte de dilapidateurs, de braqueurs antipopulaires de l'acabit de ce Conseil présidentiel moribond et de toux ceux l'accompagnant au sein du régime gouvernemental pourri.

Progressistes Haïtiens, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Haïti. Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!



Le Conseil Présidentiel de corruption célébrant Vertières à Tabarre



Le président du Conseil présidentiel Leslie Voltaire lors de son discours de circonstance

Avec les déportations massives et les violences racistes, aucun retour n'est « volontaire »




Des migrants haïtiens incarcérés attendant leur déportation

Par le Collectif #HaitianosRD

Chaque fois qu'il y a eu des moments forts de répression, de persécution et de racisme contre la communauté immigrée haïtienne en République Dominicaine, des déplacements forcés de personnes vers Haïti ont eu lieu. Cela s'est produit en 2020 lorsque l'aide sociale a été refusée à la communauté immigrée en pleine réduction de l'activité économique suite à la pandémie de Covid19, également en 2023, lors de la fermeture de la frontière dans le contexte du conflit autour du canal d'irrigation du fleuve binational Masacre/Dajabón. De même, on assiste actuellement à une intensification de la violence raciste et de la répression contre la communauté ouvrière haïtienne. Dans chaque cas, il s'agit de déplacements forcés provoqués par la politique gouvernementale. Toujours en 1937, à la suite du massacre d'Haïtiens et de Dominicains noirs, des milliers d'Haïtiens et de Dominicains se sont réfugiés en Haïti. Nous pensons qu'il est inexact que la presse ou même les organisations sociales qualifient ces déplacements forcés de « *retours volontaires* ».



L'appel lancé par certaines ONG à la communauté immigrée pour qu'elle entreprenne un «*retour volontaire*» crée davantage de confusion, sous couvert de la préservation de la dignité des personnes. Nous comprenons que même certaines organisations ont de réelles intentions de protéger les personnes qui tentent de rentrer en Haïti de la violence répressive de la DGM, du PN et des militaires, en recherchant des bus à mettre à la disposition des personnes et des familles qui souhaitent retourner en Haïti pour leurs vacances, afin qu'ils puissent le faire en toute sécurité.

Nous respectons et soutenons notre communauté, tant ceux qui restent que ceux qui sont victimes de déplacements forcés en raison de vols, d'extorsions et d'autres violences subies lors des processus d'interdiction de l'immigration. La plupart du temps, il ne s'agit pas d'une décision personnelle de partir ou de rester. En tout cas, du collectif #HaitianosRD, nous pensons qu'il est erroné de présenter ces décisions, dans un contexte de persécution et de violence inhumaines, comme des décisions libres et volontaires.

La détérioration des garanties constitutionnelles, de l'État de droit et de la situation générale des droits de l'homme en République Dominicaine est une tendance très inquiétante pour toutes les personnes qui vivent dans ce pays, qu'il s'agisse de Dominicains ou d'immigrés de toute nationalité. Les conditions de vie du peuple haïtien se détériorent des deux côtés de la frontière et notre principale préoccupation est d'inverser cette détérioration, en affirmant notre dignité et notre droit à une vie sans violence ni persécution.

Ce retour prétendument « volontaire » expose dans de nombreux cas nos compatriotes à de graves dangers en Haïti, où la situation actuelle les empêche d'accéder à un emploi et à des conditions de vie sûres. Nous exhortons les autorités dominicaines à respecter les droits humains de tous les migrants et à rechercher des solutions véritablement humaines, au lieu d'imposer des alternatives qui ne font qu'aggraver la crise humanitaire en Haïti. Nous exigeons que les autorités haïtiennes prennent des mesures pour défendre les droits humains de tous les Haïtiens, à l'intérieur et à l'extérieur d'Haïti.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine
13 Novembre 2024

Viv ansanm mande depa Konsèy prezidansyèl la


Jimmy Chérizier

Nan yon deklarasyon pou laprès Jimmy Chérizier, pòtpawòl kowalisyon «Viv ansanm» lan, mande klèman depa Konsèy Prezidansyèl Tranzisyon an. Li fè konnen : « Nou sèlman ap tann, yon sèl bagay nan men Konsèy la: depa li. Kowalisyon Viv ansanm pral sèvi ak tout mwayen li pou reyalize depa sa a. Men tout deklarasyon 18 Novanm 2024 la

Apre Kriminèl « *Si-n Pa Voye Jovenel Ale, Nap Mouri* » yo , fin sasinen Prezidan an anndan lakay li nan Pèlerin, yo pilonnen konstitisyon 1987 la, e yo fèmen zye sou jidisyè a (Kou Kasasyon).

Depi lè sa a, kriminèl yo vin ak yon estrateji akò (nou pa bliye **Akò 21 Desanm 2022** Ariel- André Michel-Nènel Cassy ak akolit li yo). Pèp la tèlman zonbifye, Ariel tonbe, Akò 21 Desanm 2022 rete kanpe kou ke makak nan figi tout moun, nan figi laprès ak tout ti ekip vòlò gouvènman Ariel yo. Yo kontinye jwenn tolerans pou yo pilonnen Konstitisyon 1987 la ak meprize pouvwa jidisyè a (Kou Kasasyon).

Kriminèl ak kowonpi Akò 21 Desanm yo tèlman alèz, yo rantre nan yon lot akò ki rele «**Akò 3 Avril 2024**» ki kreye yon krèy « konsèy prezidansyel tranzisyon «, 9 vòlò, 9 dinozò sistèm kowonpi an ki aksepte ekzekite lòd papa yo nan entènasyonal la nan vini ak tchoul yo rele Garry Conille lan kòm premye minis. Yo kontinye pilonnen konstitisyon 1987 la ak meprize pouvwa jidisyè a.

Sa k pirèd la, semenn pase a, kriminèl yo mete ak ansyen kowonpi sistèm nan, yo pwofite rezilta eleksyon peyi Etazini yo pou yo òganize yon «**kout fòs**» e mete deyò nan Primati a tchoul entènasyonal la yo rele Garry Conille la. Kriminèl k ap kraze peyi a depi apre 1986: Ekip Aristide + Ekip Preval + Ekip Oligak Sektè Prive a fè yon sèl kont pèp la epi yo pran tèt tranzisyon politik la defòs, san dyalog ak pèp la. **Pèp la deyò! Pèp la nan lari!**

Se pousa, Viv Ansanm ap di **ekip lavalas la, ekip verite/inite a ak ekip oligak kowonpi sektè prive a**, se byenkonte malkalkile. Viv Ansanm ap di klèman, kou a pap pase. Konstitisyon 1987 la ap sispann pyetine, pouvwa jidisyè a (kou kasasyon) ap sispann sibi mepri. Depi 40 dènye ane yo vòlò nan palè, vòlò nan primati ak ansyen vòlò nan palman fin kraze peyi Dessalines nan, epi vle mete li sou do Viv Ansanm. Papa nasyon an mande Viv Ansanm aplike estrateji 18 novanm 1803 a pou rive 1er janvye 1804 la. Peyi a dwe libere! Ayiti pral libere!

Pouvwa jidisyè a pa manke moso, pouvwa jidisyè a pa soufri ni pwoblèm legalite, ni pwoblem lejitimite. Kidonk, nan non « *prensip legalite ak lejitimit* », Viv Ansanm deklare, jodi lendi 18 Novanm 2024 la, **ekzekitif ak lejislatif la pa ekziste Ayiti**. Si yo te ekziste, yo ta koute vwa pèp la, si yo te ekziste yo ta pran chimen dyalòg pou lapè tounen anndan peyi ya.

Viv Ansanm deklare se sel pouvwa jidisyè a li rekonet, **se sel pouvwa jidisyè a ki pa soufri maladi legalite ak lejitimite.** Sou baz tou sa ki di la yo, *Viv Ansanm deside apati jodi 18 novanm 2024 la pou rive 1er janvier 2025, l ap libere Ayiti anba zago ekzekitif kriminel ki sasinen Dickson Oreste la « Didier Fils-aimé-Préval, Kpt Lesly Voltaire, Louis Gérald Gilles, Nènel Cassy- Aristide la.

San Dickson Oreste pap koule pou granmesi.

Viv Ansanm deside remet pouvwa a bay pouvwa jidisyè a (kou kasasyon).

Viv Ansanm mande tout jij kou kasasyon prepare yo apati jodi 18 novanm 2024 la pou sove peyi a, retounen Ayiti sou chimen Konstitisyon 1987 la, nan dyalog ak lapè!

Viv Viv Ansanm !!! Viv Dyalog !!! Viv Lapè!!!

Viv Lalwa!!! Viv Kou Kasasyon!! Viv Ayiti!

Deklarasyon
18 novanm 2024

NON à toute autre force de « maintien de la paix » de l'ONU pour occuper militairement Haïti !



Non à toute autre mission des Nations-Unies en Haïti

Par Dan Cohen

Le mercredi 20 novembre 2024, à 15 heures, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) se réunira à nouveau pour discuter de l'opportunité de déployer une autre mission militaire de l'ONU en vertu du Chapitre 7 en Haïti, similaire à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), déployée de 2004 à 2017.

La réunion a été motivée par une résolution du 13 novembre adoptée par le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) qui cherchait à « encourager le CSNU à soutenir d'urgence la demande d'Haïti de transformer la mission MSS [Multinational Security Support] en une UNPKO [Opération de maintien de la paix des Nations Unies] sous mandat des Nations Unies, tout en continuant à soutenir une coordination solide entre le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) et la mission MSS. »

Il faut savoir que la « demande d'Haïti » émane de Leslie Voltaire, l'actuel président du Conseil présidentiel de transition.

En septembre, Washington avait déjà tenté de transformer le MSS en UNPKO, mais n'avait pas réussi à l'obtenir auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. En guise de compromis, le 30 septembre, le Conseil a approuvé à l'unanimité le renouvellement du mandat du MSS pour un an, à compter du 2 octobre (la Russie et la Chine se sont abstenues lors du vote en 2023).

Au cours de la session du 20 novembre, en plus du représentant du BINUH, les États-Unis feront venir un représentant de la « société civile » haïtienne pour faire pression en faveur de l'UNPKO. Cependant, la Russie et la Chine, qui sont au courant du jeu de Washington, ont invité Dan Cohen, un journaliste indépendant bien connu et respecté qui a couvert de manière intensive Haïti au cours des quatre dernières années, produisant cinq films et de nombreux reportages sur la situation dans le pays.

Ci-dessous l'intégralité de mon discours au Conseil de sécurité de l'ONU.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Je suis journaliste d'investigation et réalisateur de documentaires, l'un des rares journalistes indépendants à avoir fait des reportages en Haïti ces dernières années. Mon film le plus récent s'intitule Haïti : intervention contre révolution.

Le Conseil de sécurité de l'ONU est invité à approuver le déploiement d'une autre mission dite de « maintien de la paix » en Haïti. Rappelons qu'Haïti a été occupé par les États-Unis et l'ONU pendant 21 des 30 dernières années, de 1994 à 2000 par la MINUHA, la MANUH, la MITNUH et la MIPONUH, et de 2004 à 2019 par la MINUSTAH et la MINUJUSTH. Cependant, ces deux décennies d'occupation n'ont jamais atteint leurs objectifs déclarés. En fait, les soldats de l'ONU, sous le prétexte familier de « combattre les gangs », au cours d'une opération devenue emblématique de leur conduite, ont tiré sans discernement quelque 22 000 balles dans le bidonville de Cité Soleil, tuant les habitants dans leurs maisons délabrées. Ces troupes de l'ONU étaient également responsables de crimes contre le peuple haïtien, de l'introduction du choléra au viol d'enfants, pour lesquels elles n'ont jamais été tenues responsables. Aujourd'hui, on demande une fois de plus au peuple haïtien de laisser les troupes de l'ONU occuper leur pays.

Il est pourtant clair qu'un autre objectif est en jeu. Le gouvernement des États-Unis, mon gouvernement, cherche à imposer sa volonté à Haïti, avec ou sans l'approbation de ce conseil.

Ne me croyez pas sur parole. En décembre 2021, lorsque la Chine et la Russie ont voté pour limiter le mandat du Conseil de sécurité pour les formateurs américains de la police nationale haïtienne à seulement 9 mois au lieu des 12 mois demandés par Washington, cela a indigné le sénateur américain Robert Menendez, alors président de la commission des relations étrangères du Sénat. Lors d'un briefing devant sa commission, Menendez a demandé de manière rhétorique à un responsable du département d'État : « Pourquoi pensez-vous que la Chine et la Russie nous ont arrêtés ? ». Il a répondu à sa propre question en disant : « Ils veulent un désordre total dans l'hémisphère, c'est tout leur but dans cet hémisphère, créer de l'instabilité. » Il a ajouté : « À un moment donné, nous devons réfléchir à la manière de contourner cela. »

En 2023, Washington a en effet trouvé un moyen de contourner le Conseil de sécurité de l'ONU lorsqu'il a été empêché d'utiliser à nouveau l'organe, comme il l'avait fait en 1994 et 2004, pour faire avancer ses objectifs interventionnistes en Haïti. Il a concocté la Mission multinationale de soutien à la sécurité ou MSS, que le représentant américain à l'ONU, Jeffrey DeLaurentis, a qualifié de « nouvelle façon de préserver la paix et la sécurité mondiales ».

En effet, les États-Unis sont en train de faire avancer une législation connue sous le nom de Global Fragility Act, qui pourrait être mieux décrite comme le Failing Empire Act. Cette législation bipartite, signée par le président Trump en 2019 et poursuivie sous l'administration Biden, cherche à combiner la force militaire et le soft power pour repousser l'influence croissante de la Chine et de la Russie, que Washington, appliquant toujours sa doctrine impériale Monroe depuis longtemps discréditée, considère comme une menace. Haïti est le cas pilote de cette nouvelle tactique défensive, que les États-Unis ont ouvertement déclaré vouloir appliquer aux États dits fragiles du monde entier, à commencer par la Libye, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Togo en Afrique de l'Ouest.

De plus, cette intervention suppose que le peuple haïtien est incapable de résoudre ses propres problèmes, une notion insultante pour ceux qui connaissent l'histoire d'Haïti. En fait, des groupes armés de justiciers de quartier se sont formés au cours des dernières années pour se défendre contre des gangs criminels financés par des oligarques haïtiens. Lorsque mon collègue Kim Ives d'Haïti Liberté s'est adressé à ce conseil en 2022, il a expliqué comment la cheffe du BINUH de l'époque, Helen La Lime, confondait les gangs criminels avec les groupes d'autodéfense. Ces deux secteurs, qui se sont férocement combattus pendant trois ans, comme nous l'avons documenté dans des vidéos et des rapports écrits, se sont désormais unis en une seule force, appelée en créole *Viv Ansanm*, pour Vivre Ensemble, avec l'objectif avoué de parvenir à la libération nationale et à l'autodétermination.

De plus en plus, les groupes armés qui se sont livrés à des enlèvements et à d'autres crimes ont été poussés par *Viv Ansanm* à renoncer à leurs anciennes stratégies de survie qui reposaient sur le crime.

Il y a une semaine aujourd'hui, le leader et porte-parole de *Viv Ansanm*, Jimmy « Barbecue » Cherizier, a annoncé que les groupes de *Viv Ansanm* s'étaient unis pour intervenir et arrêter un enlèvement cinq jours plus tôt perpétré par un groupe membre qui ne suivait pas les directives de la coalition. Cherizier a déclaré que *Viv Ansanm* sanctionnait le groupe renégat et ne tolérerait pas une telle conduite. Cherizier a fait en sorte que les quatre écoliers, un chauffeur et un journaliste qui avaient été kidnappés soient libérés sans qu'aucune rançon ne soit versée.

Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence la conduite meurtrière de la Police nationale haïtienne elle-même. Mon média, *Uncaptured Media, et Haïti Liberté*, ont récemment publié des images que nous avons obtenues d'un officier de la Police nationale haïtienne exécutant sommairement un civil non armé, lui volant les poches, puis roulant sur son cadavre avec un véhicule blindé fourni par les États-Unis. Il ne s'agit pas d'un incident isolé. Un rapport du 30 septembre du Groupe d'experts établi en vertu de la résolution 2653 du Conseil de sécurité adressé au Président du Conseil de sécurité notait que « *Du 1er janvier au 31 mars 2024, 590 civils non liés à des gangs ont été tués ou blessés lors d'opérations policières contre des gangs* ». Le document cite des rapports selon lesquels des policiers ont procédé à des exécutions extrajudiciaires comme le montrent les images que nous avons publiées.

Considérez que si des troupes de l'ONU étaient déployées, leurs partenaires et alliés seraient de tels flics tueurs.

Nous notons également que les forces de police kenyanes envoyées en Haïti sous les auspices du MSS ont un bilan lamentable en matière de droits de l'homme depuis des décennies.

Un rapport de 2009 du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Philip Alston, a constaté que « des escadrons de la mort opérant sur ordre de hauts responsables de la police » au Kenya ont tué 1 113 personnes après les élections de décembre 2007. Peu de choses ont changé depuis. Même le rapport 2018 du Département d'État américain sur les droits de l'homme au Kenya a noté « des exécutions illégales et à motivation politique, des disparitions forcées, des actes de torture, des conditions de détention dures et potentiellement mortelles ».

Bien que pour un œil non averti, la violence en Haïti puisse sembler être un pur chaos, une anarchie et un effondrement de la loi, en fait, ce à quoi nous assistons, c'est qu'Haïti crée de l'ordre à partir du chaos imposé, d'abord et avant tout, par des puissances étrangères qui ont constamment violé la souveraineté haïtienne au détriment du pays. Nous assistons à l'effondrement d'un ordre social répressif et étouffant, dans lequel la sous-classe longtemps opprimée d'Haïti, autrefois embauchée et armée pour obéir aux ordres de l'oligarchie haïtienne, se retourne maintenant contre ses suzerains avec une rage révolutionnaire.

Cette révolution, comme toutes les révolutions, est chaotique et confuse. Il y a des actions voyous, des malentendus, des règlements de comptes et des réactions excessives. Mais le statu quo qu'elle renverse, un statu quo que les États-Unis cherchent à préserver, ne peut plus être toléré par le peuple haïtien.

L'intervention proposée par l'ONU, comme celle du MSS, est une violation de la loi haïtienne et de la Charte de l'ONU. Haïti n'a pas de gouvernement élu, mais un régime effectivement nommé par le secrétaire d'État américain sortant Anthony Blinken. Le président par intérim Leslie Voltaire, qui a récemment demandé l'intervention militaire de l'ONU, n'a aucune légitimité juridique, comme les anciens premiers ministres Ariel Henry, Garry Conille et maintenant Didier Fils-Aimé. Aucun d'entre eux n'a jamais été élu ni n'a de respect ou de légitimité en dehors de Washington DC et de ce bâtiment. Le fait qu'une telle intervention illégale soit même envisagée est une insulte et un affront au peuple haïtien.

De mes nombreuses visites en Haïti ces dernières années, il ressort clairement que l'écrasante majorité du peuple haïtien ne veut pas d'une nouvelle intervention, y compris ceux qui ne font pas encore confiance à l'alliance émergente *Viv Ansanm.* En 2023, alors que ce conseil envisageait de bénir le MSS, des organisations populaires haïtiennes ont accroché des banderoles sur les principales artères de Port-au-Prince pour dire non à l'intervention et rappeler à la population l'épidémie de choléra qui l'accompagnait.

Ironiquement, la menace d'une intervention étrangère est précisément ce qui a rassemblé les groupes armés disparates de Port-au-Prince sous la bannière de *Viv Ansanm*. Le seul secteur de la population haïtienne qui soutient une intervention est la petite minorité qui en bénéficierait, qui vit en grande partie à l'extérieur du pays et qui profite du statu quo du chaos contrôlé. Il s'agit des oligarques corrompus qui ont financé les groupes armés pour qu'ils fassent ce qu'ils veulent et qui ont maintenant perdu le contrôle de ces groupes et de la situation, et de ceux que les bras de la puissance douce de Washington comme l'USAID et la National Endowment for Democracy ont préparés comme ses futurs dirigeants préférés d'Haïti.

Pour quiconque croit naïvement qu'une intervention armée étrangère profiterait au peuple haïtien, il suffit d'examiner les résultats des interventions précédentes et de se rappeler le vieil adage : *« La folie, c'est faire la même chose encore et encore et s'attendre à des résultats différents. »*

En fait, cette intervention proposée pourrait être pire. Haïti est inondé d'armes de qualité militaire importées des États-Unis, en raison de lois laxistes sur les armes à feu et de frontières poreuses. Une intervention se heurterait à une forte résistance armée et rallierait davantage la population à *Viv Ansanm* face à une occupation étrangère. L'histoire d'Haïti est marquée par sa résistance aux invasions étrangères depuis sa glorieuse révolution de 1804 jusqu'à aujourd'hui.

La souveraineté haïtienne doit être respectée, mais aussi rétablie par le peuple haïtien lui-même. Laissons les Haïtiens choisir leurs dirigeants et leur avenir, et non des organismes étrangers, que ce soit les Nations Unies ou les États-Unis.

Merci!

Chute brutale et inattendue de Garry Conille !



Garry Conille a bel et bien été « viré » par le Coordonnateur du Conseil Présidentiel de Transition, Leslie Voltaire, et ses huit collègues.

Par Catherine Charlemagne

Coup de théâtre à Port-au-Prince le vendredi 8 novembre 2024. La nouvelle est tombée comme un coup de semonce pour les Haïtiens. Le Premier ministre Garry Conille vient d'être limogé par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT). Même les médias les plus influents et très informés demeurent prudents. Pourtant, il ne fait aucun doute, Garry Conille a bel et bien été « viré » par le Coordonnateur du Conseil Présidentiel de Transition, Leslie Voltaire, et ses huit collègues. Nous mettons au défi quiconque, fût-il le meilleur spécialiste ou observateur de la politique haïtienne, de dire qu'il s'attendait à la révocation du chef du gouvernement intérimaire à ce moment précis. Certes, le bras de fer entre les deux branches de l'Exécutif devait se terminer par un vainqueur et un vaincu. Mais, affirmer que c'est Conille qui allait boire la tasse, surtout de cette manière expéditive, relèverait de la plaisanterie. Garry Conille lui-même a été surpris.

K.O debout suite à la décision du CPT, il n'a pas pu organiser la contre-attaque auprès de ses « amis » de la Communauté internationale. C'est la deuxième fois en quinze ans que ce haut fonctionnaire de l'ONU a été victime de la vindicte des politiciens haïtiens. La première fois, c'était en 2012, sous la présidence de Michel Martelly. Ami dit-on de l'ancien Président américain Bill Clinton, il a été nommé Premier ministre après l'élection de Michel Martelly en 2011. Mais, très vite, il entre en conflit avec celui-ci sur le dossier du Fonds PetroCaribe quand il cherchait à avoir l'appui de l'Assemblée Nationale, donc des parlementaires, contre le chef de l'État alors qu'il ne connaissait personne au Bicentenaire c'est-à-dire ni au Sénat ni à la Chambre des députés. C'est exactement ce qui lui est arrivé en 2024 avec les neuf membres du Conseil Présidentiel de Transition. Absent du pays depuis des lustres, arrivé à la Primature grâce au bon vouloir de Washington, en clair sans le soutien d'aucun vrai secteur politique à Port-au-Prince, Garry Conille pensait imposer ses vues politiques uniquement avec quelques rares personnes qui, en fait, ne faisaient que défendre leurs intérêts, pas vraiment celui de la Transition encore moins de Garry Conille.

Or, dans toute cette histoire, dans les deux cas, que ce soit en 2012 face à Michel Martelly que ce soit en 2024 face à une coalition de Conseillers-Président dont 3 sont formellement inculpés étant en infraction avec la justice pour cause de corruption avérée, le pauvre Garry Conille avait raison de vouloir se démarquer ou se distinguer de la politique traditionnelle de ces hommes et femmes qui n'entendent pas céder un pouce d'un pouvoir qu'ils ont hérité par pur hasard, certains diraient par effraction, compte tenu du contexte politique post-Jovenel Moïse. Mais, avant d'analyser la chute du Premier ministre Conille après seulement cinq mois jour pour jour passés à la tête du gouvernement de transition, il faudrait peut-être souligner deux choses à propos de celui qui est à l'origine de ce coup de tonnerre politique inattendu dans cette transition dont tout le monde ou presque pensait que le désormais ex-Premier ministre allait devenir un second Gérard Latortue par rapport à la conjoncture politique et la façon dont il avait accédé à cette fonction. Il s'agit bien entendu de Leslie Voltaire.

Cadre influent et écouté du parti politique Lavalas de l'ancien Président Jean-Bertrand Aristide, Leslie Voltaire est un fidèle parmi les fidèles de l'ancien prêtre dont il est très proche. Cet architecte de formation n'est pas un premier venu dans le monde politique. Depuis l'avènement du phénomène Lavalas première version, jusqu'à son étiolement, Leslie Voltaire est de toutes les batailles aux côtés de Jean-Bertrand Aristide. Pourtant, l'homme ne s'est jamais inquiété ni pour sa vie ni pour sa carrière politique jusqu'à ce qu'il finisse par gravir les marches du Palais national à titre de membre du Conseil Présidentiel de Transition et enfin Coordonnateur ou Président de cet organe politique jouant le rôle de chef du Pouvoir exécutif en Haïti de concert avec le Premier ministre dans le cadre de la Transition. Ça, c'est pour présenter brièvement l'homme.

Deuxièmement, on voulait revenir sur la décision, la volonté et le courage de Leslie Voltaire qui a osé frapper ainsi quelqu'un qu'on pouvait imaginer intouchable. Garry Conille, traîne derrière lui une réputation, apparemment fausse au vu des circonstances, de l'homme de la Communauté internationale envoyé en Haïti avec pour mission, d'autres diraient Cahier de charge, de rétablir l'ordre, organiser les élections générales et mettre fin à la transition, sorte de Gérard Latortue incarné venu de la diaspora pour exécuter les ordres de Washington et de ses alliés. Or, comme nous le disons plus haut, par deux fois, il a mordu la poussière à Port-au-Prince en laissant le pouvoir de manière calamiteuse et lamentable sans qu'aucun de ses soi-disant amis ne lève le petit doigt pour venir à son secours.

C'est une leçon dont les dirigeants de ce pays, en tout cas, ceux qui le prétendent, doivent s'emparer pour faire ce qu'ils ont à faire pour sortir Haïti et le peuple haïtien du pétrin dans lequel ils se trouvent. On l'a toujours dit et écrit mille fois, avec volonté et courage, si les dirigeants haïtiens veulent que les choses changent, ils peuvent le faire sans que les soi-disant maîtres de la Communauté internationale ne se mettent de travers pour les en empêcher surtout si les décisions à prendre ne mettent nullement en péril les intérêts immédiats desdits patrons. Certes, la Communauté internationale a tous les défauts, mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, elle n'a jamais demandé à quiconque ailleurs ou en Haïti de ne pas prendre des décisions allant dans le sens d'améliorer le sort des populations qui sont dans le besoin, voire de donner une autre image au pays.

Depuis l'humiliation devant la Représentation brésilienne de l'ONU à New York, la décision et la volonté affichées par Leslie Voltaire de mettre de l'ordre au sein du gouvernement conduit par Garry Conille et surtout d'harmoniser les relations entre le ministère des Affaires Étrangères, la Primature et la présidence n'était un secret pour personne en Haïti et naturellement ni pour Département d'État, la Maison Blanche, l'ambassade US en Haïti, sans oublier dans une moindre mesure pour les responsables de l'ONU. Notre analyse est loin d'être un soutien à la décision du CPT de limoger Garry Conille. Elle s'inscrit dans le cadre permettant à certains, même étant opposants ou partisans invétérés d'un camp, de comprendre qu'on ne peut pas réussir un projet commun quand l'un ou l'autre des partenaires violent sciemment et délibérément les règles du jeu ou du contrat en agissant sans aucun respect vis-à-vis de l'autre sous prétexte qu'il ait le soutien des uns ou l'appui des autres.

Tout le monde, en tout cas, tous les observateurs de la politique haïtienne, avaient assisté sidérés ou peut-être perplexes du comportement de la ministre des Affaires Étrangères, Dominique Dupuy, une femme talentueuse et compétente, qui s'est laissée manipuler pour ne pas dire piéger par Garry Conille depuis sa nomination à la tête de la Chancellerie et surtout de ce qui s'était passé à New York lors de la 79e Assemblée générale annuelle de l'organisation des Nations-Unies en septembre dernier. Il faut avoir le courage de dire que le traitement accordé aux deux Conseillers-Président, notamment à Leslie Voltaire par le Premier ministre Conille et la ministre Dupuy qui ne faisait qu'exécuter les ordres, était insupportable et inadmissible pour des dirigeants occupant le poste le plus élevé de la République.

Personne ne nous fera croire que madame Dominique Dupuy avait agi de la sorte de son propre chef, bien qu'en tant que chef de la diplomatie haïtienne, elle a sa part de responsabilité dans le traitement qui a été fait aux deux membres du CPT : le Président en exercice à ce moment, Edgard Leblanc Fils et celui qui n'était pas encore son successeur, Leslie Voltaire. Certes, il y avait déjà des étincelles dans l'air. Mais, il faut reconnaître que c'est à la suite de cet épisode que la tension était montée d'un cran suivi d'autres comportements, déclarations et de cas de refus d'obtempérer ou d'obéir que cela a abouti à ce clash final du vendredi 8 novembre 2024. On peut dire tout ce qu'on veut de Leslie Voltaire, de son adhésion à l'idéologie Lavalas, de sa fidélité à son mentor de Tabarre, de sa complicité avec les trois inculpés : Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles dans l'affaire de la BNC, sur un plan, sur un plan seulement, personne ne peut lui reprocher d'être ni un lâche ni qu'il a pris Garry Conille et son gouvernement par surprise. On l'oublie peut-être, et certains avaient même rigolé quand il disait depuis New-York que des têtes vont tomber après ce qui s'était passé à la Délégation permanente du Brésil. Or, à ce moment, suivant le calendrier de l'Accord du 3 avril 2024, il n'était pas en position de décider du remplacement du locataire de la Primature ni même de la cheffe de la Chancellerie. Certainement, à son retour à Port-au-Prince, il s'est concerté avec les autres Conseillers Présidentiels et naturellement avec Edgard Leblanc Fils qui, le moins que l'on puisse dire, n'a marqué son passage à la tête du CPT par aucun acte ou action que l'histoire retiendra, sinon que sa faiblesse devant le Premier ministre Garry Conille, son indécision face aux trois Conseillers impliqués dans l'affaire de la corruption de la BNC et son immobilisme devant l'immense défi que doit accomplir cette instance inédite dans l'histoire politique d'Haïti.

Par la décision de procéder purement et simplement au renvoi du chef du gouvernement, ce qui correspond au limogeage de l'ensemble du gouvernement, suite au refus caractérisé du Premier ministre de procéder, en accord avec le CPT, à un remaniement ministériel pour harmoniser le pouvoir exécutif, Leslie Voltaire applique ce qu'on apprend en première année de science politique, la différence entre - Pouvoir et Autorité -. Ici il a fait preuve d'autorité sachant qu'il détient aussi le pouvoir. Tandis que Garry Conille ne dispose lui que du pouvoir face au CPT qui a l'autorité de le désigner et de le démettre en absence naturellement de la Constitution. D'ailleurs, par cet acte inattendu d'autorité, les Conseillers-Président ont apporté une certaine clarification entre les deux instances exécutives de la Transition : la présidence qui veille sur la bonne marche des institutions et l'Etat, en tout cas ce qui en reste, assurée par le CPT et la Primature assurant, elle, la gestion des affaires publiques à travers un cabinet ministériel sous l'autorité d'un Premier ministre.

Malheureusement, Garry Conille confondait les deux fonctions ou voulait s'emparer des deux. Leslie Voltaire voulait marquer le coup, ce qu'il a fait et c'est une bonne chose pour comprendre qui fait quoi et qui est responsable de quoi dans cette Transition. Une certaine cacophonie régnait au sein de l'État depuis l'arrivée de Garry Conille et du CPT. On ne savait pas très bien qui était la véritable autorité et qui devait conduire la Transition. Avec cette décision, maintenant le pays sait, comme on dit en Haïti, qui est le « Chef », qui est le patron. Cela devrait permettre une fluidité dans les décisions au plus haut sommet de l'État que ce soit pour coordonner la politique sécuritaire avec les différentes forces de sécurité : police nationale et l'armée d'Haïti, mais aussi la mise en place des organismes prévus dans les accords qui ont permis la création du CPT et la nomination d'un Premier ministre. Depuis la chute de Ariel Henry, Haïti ne parlait plus d'une seule voix sur le plan international, c'était préjudiciable pour le pays et très inconfortable même pour les partenaires qui ne savaient plus à qui s'adresser sur les requêtes venues de Port-au-Prince.

Bien entendu, rien ne dit que cela tiendra et que le CPT réussira son pari ni arrivera au terme de son mandat prévu au 7 février 2026. L'Épée de Damoclès qui est suspendu sur la tête de cette instance avec les trois Conseillers empêtrés dans l'affaire de corruption et qui ont permis tout de même à Leslie Voltaire de porter le coup fatal à Garry Conille, celui qui avait apporté le dossier à l'ULCC, dont ils juraient de faire la peau, demeure problématique pour toute réussite de la Transition. Si le nouveau Président du CPT a pu trancher dans le vif, il faut souligner que les trois Conseillers Présidents ont été pour beaucoup et sans eux cette opération « place nette » n'aurait pas été possible. Car, l'intérêt pour les « trois Frères » est de tout faire pour garder leurs privilèges et surtout de rester le plus longtemps possible à leur poste au sein d'un CPT qui perd tout son crédit tant que ces « trois larrons » conservent leurs prérogatives en tant que membres du CPT.



Les trois inculpés : Smith Augustin, Louis Gérald Gilles et Emmanuel Vertilaire

On l'a constaté, si personne non partisane n'a pleuré la chute de Garry Conille ni à l'étranger ni en Haïti, en revanche, le fait que Leslie Voltaire ait eu l'accord de ces inculpés pour agir a soulevé quelques critiques de la part de certains pour dire que le CPT cherche, à travers cette mise à pied, à protéger les trois Conseillers sous le coup d'une inculpation pour corruption. Bref, le départ du Premier ministre de la Primature pourrait être un coup d'épée dans l'eau dans la mesure où l'écartement de Conille risque de ne rien apporter de nouveau. Les slogans « tous coupables », « tous voleurs » n'ont jamais été si populaires depuis la révocation de celui qui rêvait peut-être de jouer un grand rôle dans la résolution de la crise socio-politique haïtienne depuis ces cinquante dernières années.

Dr Garry Conille est parti sous le chapeau de roue comme il était arrivé d'ailleurs : sous une pluie de projectiles des groupes armés rendant l'aéroport Toussaint Louverture impraticable avec sa fermeture jusqu'à nouvel ordre après que deux aéronefs de deux compagnies américaines ont été touchés, sans oublier le lancement d'un nouvel épisode de « pays lock » comme pour le départ de son prédécesseur Dr Ariel Henry en février 2024. Il laisse derrière lui Haïti au même point qu'il l'avait trouvé sinon pire puisque les gangs ont augmenté considérablement leurs acquis par de nouvelles conquêtes. En clair, la République a perdu de nouveaux territoires. Que de temps perdu !

C.C



Garry Conille et Leslie Voltaire

Vertières: 221 Years Later, Where Are We?



The Battle of Vertières on Nov. 18, 1803 in the French colony of Saint Domingue ushered in a new chapter of human history.

by Henriot Dorcent

"A people without memory is a people without a future."

This quote from the French Marshal Ferdinand Foch should, on this 221st anniversary of the Nov. 18, 1803 Battle of Vertières, cause every conscious and principled Haitian, wherever you are, to reflect.

That epic battle, which won our independence, will forever symbolize the will of our ancestors – "the barefoot soldiers" (*les va-nu-pieds*) – to fight and risk their lives under the slogan of "Live Free or Die" to bequeath us this land as a legacy.

Vertières must always remain an unforgettable example, a lesson to be recited daily, in order to guide us to the way to liberate our nation from a new system of exploitation and neocolonial domination that destabilizes it while chaining and oppressing the popular masses in disguised slavery.

In Haiti's current state, the same causes can produce the same effects. The lessons of November 18 therefore compel us to assume our own responsibilities in the face of history so as to fight our enemies for the reconstruction of national unity. Starting with:

1. **Reconnect** with the dignity bequeathed by our ancestors, the martyrs.

2. **Rebuild** a solid national sovereignty instead of turning to illusory, easy solutions leading to Haiti's foreign military occupation.

3. **Strengthen** national pride through a policy of inclusion and participation of the organized and conscious popular masses in the management of Haiti's political and economic life.

4. **Reforge** and reestablish a national liberation army on the scale of our history, a strong army, focused on the protection and physical security of the national territory for national economic development through local resources.

Indeed, 221 years later, Haiti deserves leaders capable of establishing military cooperation with the countries of the Global South and freeing itself from the Western powers' neocolonial domination, because Haiti cannot and must not renew any military cooperation with the former colonialist powers under any fallacious pretext of strengthening security, nor submit to the United Nations' supervision.

Just recently, a contingent of Haitian soldiers was sent to be trained in Martinique, a colony of France, from which Haiti won its independence. This deployment is a serious mistake, because it calls into question our glorious history, our ancestors routing the largest French colonial army. And the current colonial regime, the Transitional Presidential Council (TPC), is trampling this precious symbolism of Vertières.

What an absurdity to think that the same France, that in the past imposed colonization and slavery on our ancestors, would come back to give us an armed force to defend our nation's interests. On the contrary, while pretending to provide "cooperation," they are implanting a "Haitian" proxy force, just as the U.S. did in 1934 just after 19 years of pillaging and militarily occupying Haiti. And that force ensured Washington's political and economic domination and plunder of Haiti's mineral, agricultural, and human labor resources until now.

All pretexts are good to fight one's enemy. In this sense, the United Nations (UN) and its cousin, the Organization of American States (OAS) – or the U.S. Ministry of Colonial Affairs – are doing everything they can to find facts, non-facts, and even misdeeds that could facilitate the implementation of their Machiavellian plan to militarily occupy Haiti under the UN's humanitarian cover.

Indeed, the attack on an aircraft of Spirit Airlines on Nov. 11, 2024, forcing it to land at Cibao International Airport in Santiago, Dominican Republic, is a false pretext to facilitate the conversion of the so-called Multinational Security Support mission (MSS) from a mercenary force into an official UN "peacekeeping" force. Moreover, Leslie Voltaire, the TPC's current president, despite the fact that he has zero legitimacy, already requested the MSS to become another UN occupation force in an Oct. 24 letter addressed to the UN Secretary General, Antonio Guterres.

The OAS Permanent Council also voted on Nov. 13 for a resolution sponsored by the U.S., Canada, Ecuador, Costa Rica, and El Salvador to ask the UN Security Council to send another "peace-keeping" force to Haiti, which would be the third in three decades. Once again, it will be up to the progressive sovereign nations, and a veto by Russia and/or China at the UN Security Council, to spare us from this sword of Damocles, namely: a new foreign military occupation under the cover of the "Blue Helmets" at the end of the 21st century's first quarter.

Moreover, to commemorate Vertières, the hypocrites in power, the same ones who had demobilized the Haitian army under orders of the U.S. imperialists, shamelessly came to speak of the indigenous army's prowess. They used the 221st anniversary of the Battle of Vertières to inaugurate a base of the Armed Forces of Haiti (FAd'H) located in the commune of Tabarre, named "Base Vertières."

The Nov. 18, 1803 victory over the French colonial army inscribed Haiti in universal history as a symbol of resistance and courage, breaking the chains of colonialism and slavery for the first time. The epic of Vertières must teach current (de facto) and future leaders the importance and necessity of freeing themselves from all foreign domination and influence. Two hundred and twenty-one years later, Haiti needs a free, independent, intelligent, and enlightened diplomacy, guided by its own national interests instead of being governed by the dictates of the U.S. and other Western powers.

A true socialist revolution is necessary to break the spiral of violence and to restore hope!

The country certainly has a great need for soldiers, great revolutionary fighters, to do everything they can, like the barefoot soldiers who led the battle of Vertières, so that Haiti can get back on its feet and get rid of the regimes of collaborators of the imperialist powers, of the unpatriotic, of this cohort of squanderers, of anti-popular robbers of the ilk of this moribund TPC and all those accompanying it within the rotten government regime.

Haitian progressives, let us unite for a struggle for the national liberation of Haiti.
Liberty or Death!
The Fatherland or Death!

NO! to Another UN "Peace-Keeping" Force to Militarily Occupy Haiti

by Dan Cohen

On Wed., Nov. 20, 2024, at 3 p.m., the United Nations Security Council (UNSC) will again meet to discuss whether to deploy another Chapter 7 UN military mission to Haiti, similar to the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), which deployed from 2004 to 2017.

The meeting was prompted by a Nov. 13 resolution adopted by the Permanent Council of the Organization of American States (OAS) which sought "to encourage the UNSC to urgently support Haiti's request to transition the MSS [Multinational Security Support] mission into a UN-PKO [UN Peace-Keeping Operation] under a United Nations mandate, while continuing to support robust coordination between the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) and the MSS mission."

One must realize that "Haiti's request" came from the current president of the Anthony Blinken-fashioned Transitional Presidential Council (TPC), Leslie Voltaire, who has no more standing or legitimacy than some random street-vendor selling packets of water in a Port-au-Prince market.

In September, Washington already tried to upgrade the MSS into a UNPKO but could not get it through the UNSC. As a sort of compromise, on Sep. 30, the council unanimously approved a renewal of the MSS's mandate for one year, starting Oct. 2. (Russia and China abstained from the vote in 2023.)

In the Nov. 20 session, in addition to the BINUH representative, the U.S. will bring a Haitian "civil society" representative to press for the UNPKO. However, Russia and China, who are wise to Washington's game, have invited Dan Cohen, a well-known and well-respected independent journalist, who has intensively covered Haiti for the past four years, producing five films and many articles on the situation in the country.

Below is the text of Cohen's address to the UN Security Council.

Kim Ives

Distinguished members of the council,

I am an investigative journalist and documentary filmmaker, one of the few independent journalists to report from Haiti in recent years. My most recent film is titled *Haiti: Intervention versus Revolution.*

The UN Security Council is being asked to approve deployment of another so-called "peace-keeping" mission to Haiti. Let us recall that Haiti has been under US and UN occupation for 21 of the last 30 years, from 1994 to 2000 by UNMIH, UNSMIH, UNTMIH, and MIPONUH, and from 2004 to 2019 by MINUSTAH and MINUJUSTH. However, those two plus decades of occupation never achieved their stated goals. In fact, UN soldiers, under the familiar pretext of "combating gangs," in one operation that became emblematic of their conduct, wantonly fired some 22,000 bullets into the slum of Cite Soleil, killing residents in their ramshackle houses. These UN troops were also responsible for crimes against the Haitian people, from the introduction of cholera to the rape of children, for which they were never held accountable. Now, the Haitian people are being asked once again to let UN troops occupy their nation.



Two UN soldiers of MINUSTAH standing in front of a UN tank in Port-au-Prince in June 2009

Yet it is clear that there is another agenda at play. The United States' government, my government, seeks to impose its will on Haiti, with or without the approval of this council.

Don't take my word for it. In December 2021, when China and Russia voted to limit the Security Council mandate for U.S. trainers to the Haitian National Police (PNH) to only nine months rather than the 12 months that Washington sought, this outraged U.S. Senator Robert Menendez, then the Chairman of the Senate Foreign Relations Committee. During a briefing to his committee, Menendez rhetorically asked a State Department official: "Why do you think China and Russia stopped us?". He answered his own question: "They want total unrest in the hemisphere, that's their whole purpose in this hemisphere, is creating instability." He added: "At some point we have to think about how we circumvent that."

In 2023, Washington indeed found a way to circumvent the UN Security Council when it was prevented from once again using the body, as it did in 1994 and 2004, to further its interventionist goals in Haiti. It concocted the Multinational Security Support mission or MSS, which U.S. representative to the UN, Jeffrey DeLaurentis, called "a new way of preserving global peace and security."

Indeed, the United States is in the process of advancing legislation known as the Global Fragility Act, which might be better described as the Failing Empire Act. This bipartisan legislation, signed into law by President Trump in 2019 and continued under the Biden Administration, seeks to combine military force and soft power to push back against the growing influence of China and Russia, which Washington, still applying its long-discredited imperial Monroe Doctrine, sees as a threat. Haiti is the pilot case for this new defensive program, which the U.S. openly stated it seeks to apply in so-called fragile states around the world, beginning with Libya,, Mozambique, Papua New Guinea, and Benin, Ivory Coast, Ghana, Guinea, and Togo in West Africa

Further, this intervention assumes that the Haitian people are incapable of solving their own problems, an insulting notion to those who know Haitian history. In fact, neighborhood vigilante armed groups had formed over the last several years to defend themselves against criminal gangs, which were funded by Haitian oligarchs. When my colleague Kim Ives of *Haiti Liberté* addressed this council in 2022, he explained how the then-BINUH chief Helen La Lime was conflating the criminal gangs with self-defense groups. Those two sectors, which fought each other fiercely for three years, as we documented in video and written reports, have now joined into one force, called *Viv Ansanm* (Kreyòl for "Live Together") with the professed goal of achieving national liberation and self determination.

Increasingly, the armed groups which had engaged in kidnapping and other crimes have been pressured by *Viv Ansanm* to renounce their former survival strategies which relied on crime.

One week ago today, *Viv Ansanm*'s leader and spokesman

suite à la page(16)

COOPÉRATION INTER
INTERVENTIONS



La CIA, puis l'USAID et maintenant le NED, continuent de travailler activement contre le Venezuela, de l'intérieur et de l'extérieur du pays latino-américain.

Par Micaela Ovelar

Les États-Unis semblent destinés par la Providence à accabler l'Amérique de misère, au nom de la liberté. Simón Bolívar, 1829

Le rôle des ONG dans la déstabilisation politique au Venezuela

L'Assemblée nationale vénézuélienne vient d'approuver une loi qui réglemente les actions et le financement des organisations non gouvernementales (ONG). Cela a suscité de nouvelles critiques à l'encontre du gouvernement du président Nicolás Maduro, la presse hégémonique internationale tentant d'établir que l'initiative promue par le gouvernement bolivarien cherche à limiter le champ d'action des associations civiles vénézuéliennes. Cependant, cette loi, qui a parcouru un long chemin avant d'être approuvée, vise à protéger le pays latino-américain de l'intervention historique des États-Unis qui, par le biais de la CIA, de l'USAID, du NED et de son réseau d'influence, finance des organisations civiles qui semblent ne pas poursuivre d'objectifs politiques partisans, mais qui - sous couvert de coopération internationale ou d'aide humanitaire - ont encouragé et facilité des coups d'État et des «guarimbas» (protestations sociales) au Venezuela depuis avant l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez.

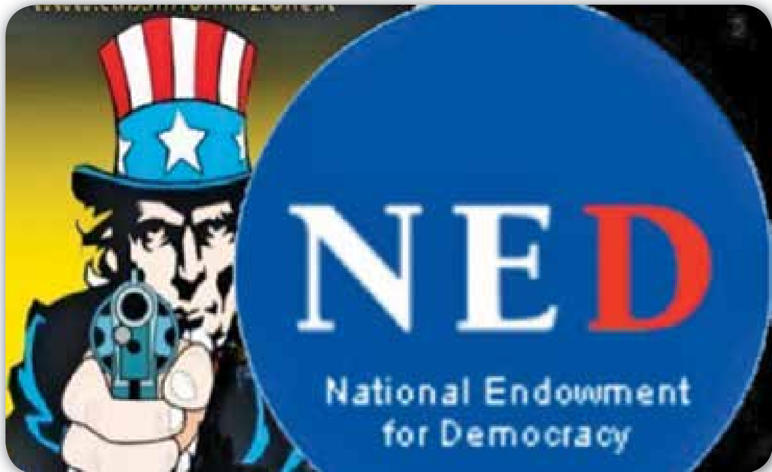
Les interventions américaines, une très vieille histoire

À partir de 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un « nouvel ordre politique et économique mondial » a commencé à se matérialiser parmi les puissances planétaires, dans lequel ce « nouvel ordre » erroné avait été établi sous les paramètres de l'impérialisme américain. En 1947, dans le but de configurer un domaine international adapté à ses besoins, le gouvernement nord-américain présidé par Harry Truman (Parti démocrate) a créé l'Agence centrale de renseignement, mieux connue sous son acronyme CIA.

Au cours de ses premières années, cette agence a servi de détective privé pour le gouvernement américain dans le monde, mais avec une licence pour tuer comme des «sicarios» sans que le droit international ne puisse les arrêter. Depuis les années 1960, ces actes d'intervention sur d'autres nations ont conduit la CIA à s'impliquer dans de nombreux coups d'État ratés et réussis, ce qui, face à la pression internationale, a forcé le Congrès américain à limiter les activités de cette agence hybride, au caractère intra et paraétatique.

Cependant, l'ambition impériale et interventionniste de la nouvelle hégémonie n'allait pas être arrêtée devant aucune nation ni aucune loi, puisque, en premier lieu, la naissance même de la fédération des 50 États qui composent aujourd'hui les États-Unis d'Amérique porte dans son ADN l'idée de la «Destinée manifeste», selon laquelle il est de son devoir moral de s'étendre sur tout le continent américain (et au-delà), et, deuxièmement, les États-Unis semblent ne pas connaître, ni vouloir, ni pouvoir respecter leur propre souveraineté. Une souveraineté établie à force de vol de territoires au Mexique et d'utilisation de méthodes qu'aujourd'hui nous qualifierions, en plus, d'être violentes et antidémocratiques, de terroristes, racistes, suprémacistes et génocidaires.

Concernant le respect et la protection de sa souveraineté territoriale, rappelons-nous les incidents, et surtout ce qu'ils ont déclenché, à Pearl Harbor, Hawaï (1941), et aux Tours Jumelles, New York (2001).



La National Endowment for Democracy (NED) fondée par Ronald Reagan

C'est-à-dire que pour le gouvernement américain, historiquement, les autres pays du globe, toujours considérés comme des ennemis de ses desseins divins, doivent se soumettre et collaborer de bonne grâce s'ils ne souhaitent pas être soumis à des sanctions, des blocus, des coups d'État, des guerres civiles et militaires. Et tout cela sera fait au nom de la liberté et de la démocratie. C'est l'idée de la «Destinée manifeste» exécutée et étendue à travers la doctrine Monroe. C'est ainsi que «l'Amérique aux Américains» est passée aux États-Unis intervenant dans le monde entier comme police et juge, comme l'étendard d'une des démocraties les plus éloignées de la majorité du peuple et d'une liberté hyper-surveillée et restreinte.

Au cours des années 1960, les interventions américaines embarrassantes, par le biais de la CIA et des missions diplomatiques dans les pays assiégés par Washington D.C., ont dû être éliminées. C'est dans ce contexte qu'en 1961, le président John F. Kennedy (Parti démocrate) a créé l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). À partir de cette agence, et sous la façade de la coopération ou de l'assistance internationale, les États-Unis ont commencé à intervenir dans les pays dont les ressources naturelles étaient désirables et dont les gouvernements étaient réticents, rebelles et politiquement inconfortables, c'est-à-dire dans les pays qui essayaient d'être indépendants des centres de pouvoir.



L'arrivée d'Hugo Chávez (1998) et l'émergence de la Révolution bolivarienne ont intensifié les attaques des États-Unis contre la nation

Les projets qui ont reçu un financement de l'USAID ont été très variés, couvrant des domaines tels que l'éducation, les droits de l'homme, l'agriculture, la santé, entre autres, mais le véritable objectif a toujours été de pénétrer et de déstabiliser les «gouvernements rebelles», allant même jusqu'à infiltrer les institutions appartenant à ces gouvernements non alignés. C'est l'ère de la peur fantôme et infondée du communisme ou du socialisme qui persiste jusqu'à nos jours.

À cet égard, l'éminent politologue mexicain Pablo Moctezuma Barragán (2021) affirme que là où existaient des gouvernements véritablement dictatoriaux et répressifs, mais qui obéissaient à la Maison Blanche, l'administration américaine au pouvoir, qu'elle soit démocrate ou républicaine, intervenait également, mais dans ces cas-là, les États-Unis le faisaient pour démanteler les mouvements démocratiques.

En effet, l'Amérique latine et les Caraïbes ont été les témoins historiques de l'ingérence nord-américaine dans notre région, où pour imposer ses intérêts et piller nos ressources, les États-Unis ont travaillé clandestinement et ouvertement par le biais de la CIA et de l'USAID.

Nous pouvons mentionner des coups d'État violents comme celui du Venezuela (1948), du Guatemala (1954), du Paraguay (1954), de la République dominicaine (1963), du Brésil (1962), de la Bolivie (1971), du Chili (1973), de l'Argentine (1976), entre autres. Barragán soutient également que les États-Unis ont été «exposés par leur histoire d'interventions violentes et, au cours des dernières décennies, ont commencé à organiser des coups d'État doux, des coups d'État discrets et cachés, afin de déstabiliser un gouvernement et provoquer sa chute, sans que les États-Unis ne soient apparemment tenus responsables des conséquences de leurs actions.»

L'agence USAID a également reçu le rejet des pays qu'elle voulait théoriquement aider à se développer, entre autres parce que les ambassadeurs américains et les agents de la CIA apparaissaient fréquemment lors de réunions conspiratrices qui se terminaient par des coups d'État.

C'est à ce moment que la National Endowment for Democracy, ou NED, entre en scène pour agir directement avec la société civile. Le NED, fondé par Ronald Reagan (Parti républicain) en 1983, s'est également concentré - à travers la coopération internationale et le financement - sur le soutien financier à des projets qui prétendent promouvoir la démocratie, mais qui se terminent par une déstabilisation sociale, politique et économique, des crises migratoires, dans leur désir de mener une lutte imaginaire contre l'idée de la menace que le communisme représentait soi-disant pendant la Guerre froide. Une idée que les États-Unis continuent d'exploiter pour faire avancer l'agenda impérialiste dans le monde entier.

Qu'est-ce que le NED ?

Sur son site web, la National Endowment for Democracy (NED) se définit comme « *une fondation indépendante à but non lucratif dédiée à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde entier. Chaque année, le NED accorde plus de 2 000 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui travaillent pour des objectifs démocratiques dans plus de 100 pays.* »

De plus, le NED affirme que : « *Depuis sa fondation en 1983, la Fondation est restée à l'avant-garde des luttes démocratiques partout, tout en évoluant vers une institution aux multiples facettes qui est un centre d'activité, de ressources et d'échange intellectuel pour les activistes, les praticiens et les chercheurs de la démocratie dans le monde entier.* »

C'est la version officielle, le visage démocratique avec lequel le NED se présente au monde. Mais l'Amérique latine sait que c'est un outil au service des intérêts interventionnistes de la Maison Blanche, qu'il s'agisse du Parti démocrate ou du Parti républicain, puisque la mission reste la soumission à l'impérialisme américain.

Le NED est bipartisan : « *Depuis ses débuts, il est resté résolument bipartisan. Créé conjointement par les républicains et les démocrates, le NED est gouverné par un conseil d'administration équilibré entre les deux partis et bénéficie du soutien du Congrès à travers tout le spectre politique. Le NED fonctionne avec un haut degré de transparence et de responsabilité reflétant la conviction de ses fondateurs que la promotion de la démocratie à l'étranger devrait être menée ouvertement.* »

Le NED est principalement financé par des crédits annuels du Département du Trésor américain et est subordonné au Congrès américain et au Département d'État du pouvoir exécutif américain. Le NED fonctionne également comme une source de financement pour les organisations non gouvernementales dans le monde dans le but de garantir les intérêts du gouvernement américain.

Le NED n'est pas autonome ; par la loi, il est tenu de consulter le Département d'État sur tous les programmes étrangers qu'il finance avant de commencer ses activités. Et toutes les transactions financières sont soumises à un audit, exécuté par l'Agence d'information des États-Unis (USIA).

Le NED encourage la coopération entre les groupes du secteur privé américain et étranger uniquement si elle est conforme aux intérêts américains ; par conséquent, il est impossible pour une organisation internationale de recevoir un financement du NED si elle ne coïncide pas avec les intérêts des États-Unis, et si le programme n'est pas conforme aux actions du Département d'État.

Le réseau NED au Venezuela

Comme d'autres pays d'Amérique latine, le Venezuela a souffert des interventions américaines sous forme de harcèlement grossier et incessant. D'abord la CIA, puis l'USAID et maintenant le NED, continuent de travailler activement contre le Venezuela, de l'intérieur et de l'extérieur du pays latino-américain.

Comme on peut le supposer en toute sécurité, l'arrivée d'Hugo Chávez (1998) et l'émergence de la Révolution bolivarienne ont intensifié les attaques des États-Unis contre la nation possédant la plus grande réserve prouvée de pétrole sur la planète Terre, finalement un allié stratégique de Cuba, de la Chine, de la Russie et de l'Iran, maintenant aussi de la Turquie, des alliances qui ont irrité Washington. En effet, la politique étrangère indépendante et souveraine du Venezuela a conduit la Maison Blanche et le Congrès américain à soutenir ouvertement, par le biais du NED et de son réseau d'organisations et d'institutions similaires,

RNATIONALE, ONG ET
S AMÉRICAINES !



Juan Guaido, un agent de l'impérialisme américain au Venezuela

l'opposition politique vénézuélienne dans ses tentatives infructueuses de briser l'ordre démocratique et constitutionnel du Venezuela bolivarien et chaviste, mais surtout d'un Venezuela qui souhaite fermement continuer à être souverain et indépendant.

Plusieurs analystes et médias ont utilisé des informations déclassifiées obtenues grâce à la loi américaine sur la liberté d'information pour apporter à l'opinion publique les preuves qui démontrent la participation du gouvernement américain aux campagnes de déstabilisation contre Chávez, dès le début de son arrivée au Palais de Miraflores. Déjà en 1998, l'ONG «Centre pour la diffusion des connaissances économiques» (Cedice Libertad) recevait un financement du Centre pour l'entreprise privée internationale. Selon une enquête du média américain «The Intercept», le NED a détaillé dans des documents expliquant au Congrès américain l'allocation de ses fonds que l'aide à Cedice Libertad «vise à 'un changement de gouvernement' au Venezuela.»

La participation de l'ambassade des États-Unis à Caracas, ainsi que le soutien aux organisations et acteurs politiques de l'opposition, dans le coup d'État du 11 avril 2002 contre le président Chávez, a été largement documentée. Dans ce sens, il convient de rappeler que la directrice de l'ONG «Cedice Libertad», Rocío Guijarro, était l'une des personnes qui ont signé le soi-disant «Décret Carmona», un instrument du gouvernement putschiste qui porte le premier nom de famille du président de facto, Pedro Carmona Estanga, leader de la fédération patronale (Fedecámaras), qui a gouverné le Venezuela du 12 au 13 avril 2002. Par le biais du Décret Carmona, le très bref gouvernement qui a renversé Chávez pendant deux jours a dissous tous les pouvoirs au Venezuela et a tenté d'établir un gouvernement servile aux États-Unis.

Dans le même ordre d'idées, un câble de 2006, qui a été divulgué par l'avocate vénézuélo-américaine Eva Golinger, auteure du livre «*Le Code Chávez : Déchiffrer l'intervention américaine au Venezuela*», révèle la stratégie de l'ambassadeur américain à Caracas, William Brownfield (2004-2007), pour financer des organisations politiques au Venezuela : *« 1) Renforcer les institutions démocratiques, 2) Infiltrer la base politique de Chávez, 3) Diviser le chavisme, 4) Protéger les entreprises américaines et 5) Isoler Chávez internationalement. »* Actuellement, Brownfield, qui a également été ambassadeur au Chili et en Colombie, poursuit son attaque contre le Venezuela, appelant à plus de sanctions contre le peuple vénézuélien, pour accélérer l'effondrement du gouvernement Maduro, qui vient d'être réélu pour une nouvelle période (2025-2031).

Chaque année, le NED alloue plus de 3 millions de dollars pour financer des organisations non gouvernementales qui promeuvent toutes sortes d'actions contre les pays non alignés sur la politique étrangère des États-Unis. La plupart de ces fonds sont destinés à l'opposition à Cuba et au Venezuela.

Dans la République bolivarienne, pour la seule année 2012, le NED a accordé un financement de près de 1,3 million de dollars à des organisations non gouvernementales (ONG) qui ont été utilisées comme plateformes pour promouvoir la déstabilisation sociale et qui sont liées aux diverses tentatives d'assassinat et de coup d'État au Venezuela.

La National Endowment for Democracy, avec un réseau d'organisations telles que Atlas Network, a poursuivi l'Agenda impérialiste contre le gouvernement bolivarien d'Hugo Chávez et de Nicolás Maduro.

En 2014, le leader de l'opposition María Corina Machado, qui a promu des sanctions contre le Venezuela et a également appelé à désavouer Nicolás Maduro comme président élu lors des dernières élections du 28 juillet 2024, a publiquement reconnu le travail du NED. Dans une vidéo, on peut voir Machado dire : «Merci à Atlas Network, à tous les combattants de la liberté.» Atlas Network est l'une des organisations américaines par lesquelles le NED opère.

En 2016, le vice-président du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), Diosdado Cabello, l'un des promoteurs de la loi qui réglemente le fonctionnement des ONG, a déclaré que le NED avait financé des groupes déstabilisateurs en approuvant des projets de l'ordre de 1,6 million de dollars au cours de cette année. «*Au Venezuela, la liste des ONG qui ont reçu leurs gros chèques de cette fondation, le NED, est vaste, parmi elles : Sumate, Cedice, Un Mundo Sin Mordaza, Espacio Público, Forma, Transparencia Venezuela, Foro Penal Venezolano, Instituto de Prensa y Sociedad (Ypis), entre autres, »* a déclaré l'actuel ministre des Relations intérieures, de la Justice et de la Paix.

En 2002, l'ONG Súmate, fondée par le leader de l'opposition María Corina Machado, a reçu un financement du NED. Sumate, qui selon ses statuts cherche à «construire la démocratie», s'est consacrée à promouvoir la déstabilisation politique et l'ingérence contre le Venezuela. María Corina Machado a également signé le «Décret Carmona».

Le NED dispose de dizaines de programmes mondiaux et régionaux. En Amérique latine et dans les Caraïbes, à travers le « *Programme de promotion des idées et des valeurs démocratiques* », le NED a alloué 3,7 millions de dollars en 2016 et 2017. Parmi ces projets, 12 ont été exécutés à Cuba et 11 au Venezuela. Des ONG ont également été financées en Bolivie (3), au Nicaragua (3), en Colombie (2), en Haïti (2), au Guatemala (3) et au Mexique (1).

Le Venezuela et la coopération internationale

La Révolution bolivarienne a mené une diplomatie de paix et d'unité avec les pays du soi-disant Sud global, en particulier avec les populations vulnérables, les mouvements sociaux, les artistes et les intellectuels, afin de construire de véritables liens de fraternité et de solidarité avec les peuples opprimés par le joug impérial des États-Unis et de l'Europe. Comme décrit dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la coopération internationale, qui est en discussion à l'Assemblée nationale vénézuélienne : « *Dans le domaine de la coopération internationale, la politique de l'État vénézuélien est orientée vers la recherche d'un équilibre international et la construction d'un monde multipolaire par opposition au modèle néolibéral et unipolaire qui cherche l'internationalisation et l'autonomisation de l'accumulation du capital pour imposer son hégémonie de pensée unique à travers le design idéologique de la mondialisation, étranger aux cultures, aux idiosyncrasies et aux histoires des peuples du monde. Ainsi, la politique étrangère vénézuélienne joue aujourd'hui, dans le cadre des relations internationales contemporaines, un rôle d'une importance vitale, concevant la coopération internationale comme un moyen de développement humain intégral, de justice sociale et de bien-être du peuple. »*

Ainsi, le Venezuela a financé des projets binationaux dans des pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie, d'Afrique, et a également financé des projets sociaux en Amérique du Nord et en Europe. Le rôle du Venezuela bolivarien et chaviste n'a pas été exclusivement celui d'un pays bénéficiaire de la coopération internationale, mais il a également été un fournisseur de financement international pour des projets à développer dans divers domaines (Santé, Éducation, Infrastructure, Agriculture, Logement, etc.).

Cependant, la loi actuelle sur la coopération internationale date de 1958, une époque où le pays était gouverné par un gouvernement de facto. C'est pour ces raisons que l'exécutif vénézuélien promeut une nouvelle loi sur la coopération internationale en accord avec la nouvelle ère et le rôle actuel de la Révolution bolivarienne dans le cadre des relations internationales.

De nombreux intérêts et corrélations de forces ont empêché l'approbation de cet organe réglementaire qui cherche à renouveler et à mettre à jour la diplomatie bolivarienne de paix et d'amitié avec les peuples du monde. Cependant, la nouvelle loi vénézuélienne sur la coopération internationale ne tardera pas à être finalement approuvée.

La réponse démocratique du Venezuela pour combattre l'ingérence américaine

Le 15 août 2024, l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela a approuvé la Loi sur la supervision, la régularisation, la performance et le financement des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations sociales à but non lucratif. L'approbation de cette loi a été diffusée par les médias hégémoniques et les réseaux sociaux comme «*une nouvelle avancée du gouvernement vénézuélien pour restreindre le champ d'action de la société civile*».

Cependant, l'objectif de cette loi est « *d'établir le régime de constitution, d'enregistrement, de fonctionnement et de financement des organisations non gouvernementales et des organisations sociales à but non lucratif, en tant que formes associatives orientées vers la participation coresponsable de la société, conformément aux dispositions établies dans la Constitution et les traités internationaux ratifiés par la République bolivarienne du Venezuela* ».

De même, la norme juridique vise à : 1. Faciliter l'exercice du droit d'association en tant que droit humain et expression du modèle de démocratie participative et protagoniste établi dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela ; 2. Générer de la certitude et de la sécurité juridique sur les procédures applicables pour l'organisation, le fonctionnement et le financement des organisations non gouvernementales et des organisations sociales à but non lucratif ; 3. Contribuer à la lutte contre le blanchiment d'argent, le crime organisé et le financement du terrorisme, conformément aux engagements internationaux de la République.

La nécessité et l'urgence de cette loi sont principalement dues à l'avancée du fascisme et aux objectifs terroristes poursuivis par les organisations non gouvernementales qui reçoivent un financement du NED, ainsi que des organisations qui composent son réseau d'action interventionniste cachée. Nous pouvons nommer, en plus de la tentative de coup d'État des 29, 30 et 31 juillet 2024, promue par le leader de l'opposition ayant des liens financiers très forts avec l'USAID et le NED, les événements déstabilisateurs suivants, connus au Venezuela sous le nom de «Guarimbas» :

2014 Guarimbas. Plan « La sortie » : En février, des manifestations ont commencé à Caracas, une date connue sous le nom de « Journée de la jeunesse ». Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes du pays, entraînant des affrontements avec les forces de sécurité. Les manifestations se sont intensifiées et des morts et des blessés ont été signalés. En mars, un groupe de généraux de l'aviation militaire, ayant des liens directs avec des secteurs de l'opposition vénézuélienne, ont été capturés. Ils préparaient un plan de soulèvement militaire, qui a été dénoncé par des officiers subalternes.

Les « guarimbas » ont continué jusqu'au mois de mai, bien qu'avec moins d'intensité, tout comme le nombre de marches organisées par l'opposition dans plusieurs villes vénézuéliennes.

Tentative de coup d'État de 2015 : Le 12 février, une tentative de coup d'État appelée « Coup d'État bleu » ou « Opération Jéricho » a été démantelée. Le plan consistait à attaquer par avion le palais de Miraflores, où se dérouleraient les commémorations de la Journée de la jeunesse, célébrée ce jour-là au Venezuela.

Tentative de coup d'État de 2016 : 12 et 13 février. Un plan visant à attaquer des points stratégiques des institutions de l'État par voie aérienne a été démantelé ; il comprenait également des opérations contre des civils. Tentative de coup d'État militaire sous la doctrine du choc.



L'Assemblée nationale du Venezuela

2017 Guarimbas : Avril. Tout au long de ce mois, de grandes manifestations ont commencé à Caracas et dans d'autres villes du Venezuela. Des affrontements et des blocages de routes ont été signalés dans plusieurs zones du pays. Le 1er mai, la marche de la fête du travail se transforme en une manifestation massive contre le gouvernement Maduro.

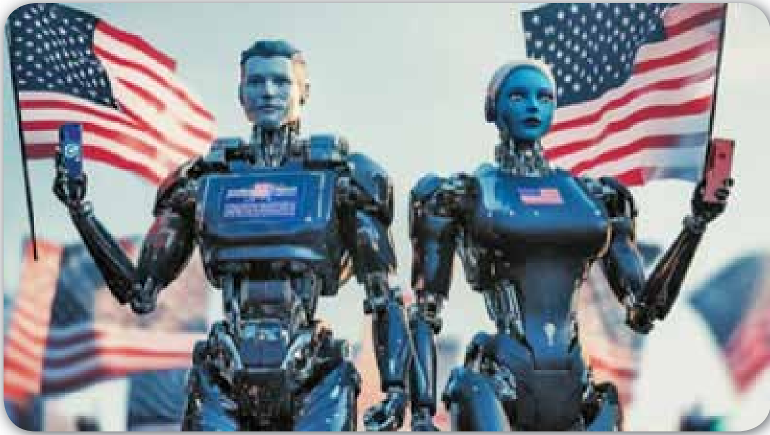
Tentatives de coup d'État entre 2018-2020 : Durant cette période, l'opposition putschiste a appelé à d'autres manifestations et protestations, bien que pas sous le nom de « guarimbas », mais elles ont continué à contribuer au contexte de crise politique et économique dans le pays.

De 2020 jusqu'aux élections présidentielles du 28 juillet 2024, médiatisées par la pandémie de Covid-19, le Venezuela a vu le conflit social diminuer dans les rues du pays. Mais dans les coulisses, de nouvelles tentatives de rupture de l'ordre constitutionnel étaient planifiées avec le soutien des gouvernements des États-Unis et de l'Europe.

Toutes les tentatives de déstabilisation ont bénéficié du soutien logistique et des conseils conceptuels du gouvernement des États-Unis, qui continue de financer des ONG, des partis politiques et des dirigeants de l'opposition pour tenter de détruire la Révolution bolivarienne.

suite à la page(16)

Les États-Unis visent l'hégémonie dans le domaine de l'intelligence artificielle



Par Leonid Savin

Le 24 octobre 2024, Joe Biden a signé un mémorandum intitulé «*Renforcer le leadership des États-Unis dans le domaine de l'intelligence artificielle ; utiliser l'intelligence artificielle pour atteindre les objectifs de la sécurité nationale; et améliorer la fiabilité de l'intelligence artificielle*».

Ce document étend l'application du décret présidentiel du 30 octobre 2023 concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle à l'échelle mondiale. Il s'agit en réalité de l'instauration d'un monopole dans ce domaine, où Washington définira ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. En effet, selon la Maison Blanche, l'«ordre fondé sur des règles» de l'Occident doit s'appliquer également dans l'espace numérique, y compris les nouveaux programmes et applications.

Le mémorandum stipule clairement que «*premièrement, les États-Unis doivent diriger le développement mondial d'une intelligence artificielle sûre et digne de confiance. À cette fin, le gouvernement des États-Unis doit, en partenariat avec l'industrie, la société civile et les milieux scientifiques, promouvoir et assurer la sécurité des capacités fondamentales à travers tout le pays, qui favorisent le développement de l'intelligence artificielle. Le gouvernement des États-Unis ne peut considérer la dynamique et l'innovation inégalées de l'écosystème de l'intelligence artificielle des États-Unis comme allant de soi; il doit activement renforcer les technologies de l'information, garantissant que les États-Unis demeurent l'endroit le plus attractif pour les talents du monde entier et un lieu abritant les capacités informatiques les plus modernes du monde. Le gouvernement des États-Unis doit également fournir aux développeurs et aux utilisateurs d'IA des recommandations appropriées en matière de sécurité, évaluer minutieusement les risques potentiels des systèmes d'IA et aider à les réduire*».

Deuxièmement, «*le gouvernement des États-Unis doit utiliser l'IA puissante avec les garanties appropriées pour atteindre les objectifs de sécurité nationale. Les nouvelles capacités de l'IA, y compris les modèles de plus en plus universels, offrent de vastes opportunités pour renforcer la sécurité nationale, mais l'utilisation efficace de ces systèmes nécessitera des changements techniques, organisationnels et politiques importants. Les États-Unis doivent comprendre les limitations de l'IA, étant donné qu'elle utilise les avantages de la technologie, et toute utilisation de l'IA doit respecter les valeurs démocratiques en matière de transparence, de droits de l'homme, de libertés civiles, de vie privée et de sécurité*».

Troisièmement, «*le gouvernement des États-Unis doit continuer à développer une structure stable et responsable pour promouvoir la gouvernance internationale de l'IA, qui favorise le développement et l'utilisation sûrs de l'IA, la gestion des risques de l'IA, la mise en œuvre des valeurs démocratiques, le respect des droits de l'homme, des libertés civiles et de la vie privée, tout en facilitant les bénéfices mondiaux de l'intelligence artificielle. Cela doit être réalisé en coopération avec un large éventail d'alliés et de partenaires. Le succès des États-Unis à l'ère de l'intelligence artificielle sera mesuré non seulement par la supériorité des technologies et des innovations des États-Unis, mais aussi par leur leadership dans le développement de normes mondiales efficaces et la création d'institutions fondées sur le droit international, les droits de l'homme, les droits civils et les valeurs démocratiques*».

À travers le travail des géants technologiques et des capitalistes de la Silicon Valley comme Google, Microsoft, Amazon, Meta (interdite en Russie), et d'autres, le monde entier connaît la réalité des libertés civiles et des valeurs démocratiques lorsqu'elles sont gérées par des entreprises américaines. Il s'agit de censure, de manipulations algorithmiques, d'ingénierie sociale et de l'utilisation de données personnelles sans le consentement de leurs propriétaires. Avec l'intelligence artificielle, tout cela sera facilité, car il suffira de se référer à une erreur technique.

Il est aussi important de noter le problème de ce qu'on appelle la «fuite des cerveaux», car le mémorandum stipule que «la politique du gouvernement des États-Unis est que l'élargissement des possibilités légales pour les non-citoyens hautement qualifiés dans le domaine de l'intelligence artificielle et des domaines connexes, d'entrer aux États-Unis et d'y travailler, constitue une priorité de sécurité nationale. Aujourd'hui, l'industrie inégalée de l'intelligence artificielle des États-Unis repose largement sur les idées de brillants scientifiques, ingénieurs et entrepreneurs qui sont venus aux États-Unis en quête d'opportunités académiques, sociales et économiques.» Cela témoigne clairement de la volonté de Washington de recruter des scientifiques et des experts étrangers sous divers prétextes, pour les attirer dans ses entreprises. Et puisque la sécurité nationale est en jeu, il est évident qu'il est dans l'intérêt des États-Unis d'attirer également des personnes travaillant sur des recherches secrètes dans d'autres pays.

Il est significatif que le document charge le ministère de la Défense et le ministère de la Sécurité intérieure de fournir l'assistance nécessaire à ces étrangers. Il donne aussi six mois pour analyser l'état du marché du travail lié à l'IA à l'intérieur des États-Unis ainsi qu'à l'étranger. Durant ce même délai, une évaluation complète des capacités des États-Unis dans le domaine de l'IA doit être réalisée. Les organismes de sécurité nationale ont beaucoup moins de temps: en trois mois, l'assistant présidentiel pour la sécurité nationale doit organiser des réunions avec les départements exécutifs et les agences compétentes pour examiner les mesures visant à établir des priorités et à optimiser les procédures administratives pour tous les candidats à un visa travaillant sur des technologies sensibles.

Ainsi, dans un avenir proche, l'agence américaine, à travers ses ambassades et autres structures, commencera à scanner d'autres pays à la recherche d'expertise en IA et à recruter des étrangers. En outre, les services de renseignement et les forces de sécurité des États-Unis sont désormais tenus de mettre en œuvre l'IA de manière plus active dans leurs activités. Il est indiqué que «*le ministère de la Défense, le ministère du Commerce, le ministère de l'Énergie, le bureau du directeur du renseignement national, la NSA et l'Agence nationale de renseignement géospatial doivent, selon les circonstances et conformément à la législation applicable, accorder une attention prioritaire à la recherche sur la sécurité et la fiabilité de l'intelligence artificielle. Si nécessaire et conformément aux exigences des autorités compétentes, ils doivent maintenir des partenariats avec les principales institutions publiques, l'industrie, la société civile, les milieux académiques et d'autres institutions ayant de l'expérience dans ces domaines, afin d'accélérer les progrès techniques et socio-techniques dans le domaine de la sécurité et de la fiabilité de l'intelligence artificielle*».

Il convient de noter que le document comprend également une section classifiée concernant les questions de sécurité nationale des États-Unis. Il est probable que cette section traite de diverses méthodes destinées à empêcher d'autres États d'atteindre un avantage dans le domaine de l'IA et des technologies critiques.

En ce qui concerne le secteur de la défense et de la sécurité, les entreprises et startups ayant déjà fait leurs preuves dans ce domaine en tireront un avantage manifeste. En particulier, Palantir de Peter Thiel, qui a réalisé des contrats pour le FBI, le service des migrations, la NSA, le Pentagone, la CIA, ainsi que pour les entreprises de défense américaines, et qui a également fourni ses produits à Israël et à l'Ukraine.

Le Pentagone travaille depuis longtemps à l'intégration de l'intelligence artificielle dans ses capacités de combat, comme en témoignent les contrats du Commandement Sud des forces armées des États-Unis avec Microsoft pour la création de serveurs cloud spécialisés et l'utilisation de l'application IA DALL-E dans les programmes de commandement et de contrôle.

Ainsi, le mémorandum récent de Joe Biden n'est que la confirmation des tendances précédemment établies, où les services de renseignement et les militaires américains ont déjà une certaine expérience et un potentiel dans ce domaine.

Euro-Synergies
9 novembre 2024

Trump et le néofascisme



Le président Joe Biden rencontre le président élu Donald Trump, mercredi 13 novembre 2024, dans le Bureau ovale.© Maison Blanche / Cameron Smith.

Par Narciso Isa Condé

« ...l'impact dégradant du capitalisme néoconservateur a ouvert la voie à l'extrême droite et à de nouvelles formes de fascisme, connues sous le nom de néofascismes. »

Le retour de Trump et de son vice-président à la Maison Blanche – gardé par Elon Musk – ouvre la voie à la montée de la nouvelle droite et du torrent néofasciste diversifié, continental et mondial.

Auparavant, l'impact dégradant du capitalisme néoconservateur avait ouvert la voie à l'extrême droite et à de nouvelles formes de fascisme, connues sous le nom de néofascismes.

Le phénomène n'est pas nouveau, mais il est différent, surtout dans sa phase actuelle. Dans sa matrice se trouve l'extrême droite historique, qui comprend le fascisme symbolisé par Hitler, Mussolini, Franco et d'autres tyrans européens, suivi par les honteuses dictatures militaires latino-antillaises. La nouveauté est son réajustement.

Les sources et expressions les plus courantes et traditionnelles du néofascisme sont le despotisme (déni progressif de la démocratie libérale), le racisme dérivé de la suprématie blanche colonialiste, la xénophobie, le machisme et l'homophobie, renforcés par leurs discours remplis de haine.

Dans les nouveaux fascismes (Trump, Bolsonaro, Noboa, Milei, Bukele, Uribe...) ces sources s'entremêlent avec la privatisation ou l'appropriation privée du patrimoine collectif des sociétés, y compris le patrimoine naturel.

Ils adoptent également les idées fausses du libre marché, de la liberté des prix et d'une compétitivité illimitée ; précisément à cette époque de prédominance et de contrôle des marchés par de grands monopoles et oligopoles capitalistes, transnationaux et locaux.

Le néofascisme intègre l'individualisme extrême et le manque de solidarité de l'ère néolibérale, un consumérisme débridé et un marketing qui exploite les émotions personnelles, écrase le raisonnement critique et impose l'ère des mensonges et des demi-vérités.

Dans le même ordre d'idées, il oppose l'individu à l'État, déplace idéologiquement la contradiction capital-travail et dissimule la relation causale injuste entre les méga-capitalistes et les pauvres.

Il remodèle davantage l'État, le dépouillant davantage de la propriété des entreprises, de la gestion économique et de son rôle social.

Il déteste encore plus intensément le marché et cherche à annuler ou à restreindre autant que possible les acquis et les bénéfices sociaux, politiques, économiques et culturels des travailleurs.

En même temps, il élargit l'État militairement, dans ses mécanismes de protection du grand capital privé, local et transnational et dans ses associations et instruments de cogestion avec les entreprises privées et le financement de l'expansion du capital, maximisant ses profits et le rôle de moyens aliénants.

Il écrase toute expression de souveraineté réelle face à la domination impérialiste et reformule en même temps un pseudo-nationalisme nourri par le racisme, la xénophobie, l'ignorance et l'aliénation idéologique.

Aporea News
13 Novembre 2024

Comment Patrice Lumumba a cherché à faire du Congo un refuge pour les anti-impérialistes



L'économiste gréco-français Arghiri Emmanuel avait été conseiller de Patrice Lumumba. Il est arrivé au Congo dans les années 1950 et est devenu un fervent militant indépendantiste

Par Joseph Mullen

Le monde assiste à une résurgence des soulèvements anti-impérialistes. Le Sahel, le Sri Lanka et Haïti ne sont que trois des principaux exemples.

Si les anti-impérialistes d'Europe et d'Amérique du Nord ont un rôle important à jouer pour comprendre et soutenir les soulèvements dans les néocolonies, l'histoire a montré que c'est également dans leur intérêt. Si les révolutions dans ces néocolonies réussissent, elles peuvent devenir une base et un refuge pour les anti-impérialistes et les révolutionnaires, voire de simples dissidents, des métropoles.

En d'autres termes, la solidarité internationale est une voie à double sens.

Nous l'avons souvent vu dans le cas de Cuba. L'exemple le plus célèbre est celui d'Assata Shakur (Joanne Chesimard), une ancienne militante de l'Armée de libération noire (BLA) qui a été emprisonnée à perpétuité aux États-Unis mais qui s'est évadée de prison en 1979 et s'est enfuie à Cuba, où elle a obtenu l'asile politique en 1984. Un autre exemple bien connu est celui de l'ancien agent de la CIA Philip Agee, qui a été impitoyablement persécuté et vilipendé pour ses révélations et critiques sur l'agence de renseignement. Il a finalement été contraint de fuir à Cuba, où il est décédé en 2008.

Mais un télégramme de Patrice Lumumba récemment découvert révèle qu'il voulait aussi faire du Congo un refuge pour les anti-impérialistes européens qui le soutenaient.



TELEGRAM

PATRICE LUMUMBA
PREMIER MINISTRE

KASONGO
PRESIDENT ASSEMBLEE NATIONALE

MINISTRE ETAT

LEOPOLDVILLE

COLONIALISTES BELGES STANLEYVILLE NOUS ONT KIDNAPPES LE SEIZE JUILLET EMBARQUES FORCE AVION MILITAIRE ANGLAIS EMMENES NAIROBI SOUS ESCORTE SOLDATS ANGLAIS STOP AUCUNE DECISION [illegible] EXPULSION NE NOUS FUT COMMUNIQUEE STOP [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] STOP [illegible] ACTIVITE POUVANT NOUS REPROCHER [illegible] COLLABORATION [illegible] AVEC [illegible] STANLEYVILLE STOP PROTESTONS [illegible] [illegible] VOTRE INTERVENTION PERSONNELLE VOULONS RENTRER CONGO QUE NOUS AIMONS [illegible] NOUS REPONDRE PARIS [illegible] RUE [illegible]

[illegible] STOP [illegible]

Le télégramme d'Emmanuel à Patrice Lumumba

Une nouvelle recherche dans les archives de l'économiste gréco-français Arghiri Emmanuel, auteur d'un texte sur l'impérialisme et le commerce intitulé «*Échange inégal*», a mis au jour un télégramme de Patrice Lumumba lui-même.

Emmanuel, qui plus tard fut principalement connu pour ses écrits théoriques dénonçant l'exploitation des pays en développement par l'impérialisme à travers le commerce. Mais avant de terminer sa thèse à l'École pratique des hautes études de Paris, Emmanuel avait été conseiller de Patrice Lumumba, premier Premier ministre de la République démocratique indépendante du Congo.

Emmanuel est arrivé au Congo dans les années 1950, alors que le pays était encore sous domination belge, faisait partie d'une importante communauté d'expatriés grecs et se trouvait à Stanleyville, la base du pouvoir de Lumumba. Ici, Emmanuel a écrit des observations sur l'économie dépendante sous le colonialisme et a rejoint le parti de Lumumba, le Mouvement national Congolais.

Emmanuel devient un fervent militant indépendantiste. Dans un discours prononcé pour le MNC le 6 juillet, quelques jours seulement après la déclaration d'indépendance en 1960, Emmanuel a proclamé « *je ne dormirai pas tranquille moi, tant que le colonialisme ne sera pas effacé non seulement de la terre, de toutes les terres mais encore de la pensée et de la mémoire des hommes... dans cette voie, vous pouvez compter sur nous* ».

Mais Emmanuel a acquis une notoriété grâce à sa position pro-Lumumba et anticoloniale, et le 21 juillet, Emmanuel a envoyé un télégramme à Lumumba demandant de l'aide : « *colonialistes belges nous ont kidnappés le seize juillet embarqués force avion militaire anglais emmenés Nairobi sous escorte soldats anglaise... voulons rentrer Congo que nous aimons* ».

La réponse de Lumumba arriva bien plus tard, le 12 novembre 1960.

« *Messieurs, Votre lettre recommandée datée du 21 juillet 1960 vient de me parvenir seulement aujourd'hui. Je ne comprends pas ce grand retard.- Je regrette vivement votre départ de Stanleyville, départ provoqué par les intrigues des colonialistes belges.- Je connais votre loyauté vis-à-vis de notre peuple et je déplore les mesures humiliantes dont vous avez été l'objet.- Je marque mon accord pour que vous retourniez à Stanleyville où vous n'aurez que des amis.-*

Je ferai tout ce qui est à mon pouvoir pour que vous viviez au Congo dans de bonnes conditions-- Au plaisir de vous revoir, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée. »

Patrice Emery LUMUMBA,
Premier Ministre de la République du Congo.-

Mais à cette époque, les intérêts impérialistes et coloniaux avaient déstabilisé le Congo et miné le pouvoir de Lumumba. Tragiquement, Lumumba fut exécuté le 17 janvier 1961, avant qu'Emmanuel ne puisse revenir.

Il y a beaucoup plus à dire sur cette histoire, car après la mort de Lumumba, Emmanuel a continué à soutenir les forces lumumbistes dirigées par Antoine Gizenga et Pierre Mulele, qui tentaient de se révolter contre le nouveau régime pro-impérialiste dirigé par Joseph Mobutu. Mais pour cette brève leçon, nous pouvons remarquer que la relation entre Emmanuel et Lumumba montre la solidarité venue de l'extérieur du Congo pour aider à la libération. Il s'agissait d'un échange : Emmanuel s'est battu pour le Congo et a ainsi reçu de véritables leçons qui guideront ses théories sur la disparition du capitalisme et de l'impérialisme plus tard dans sa vie. Et Lumumba, dont le télégramme de novembre révèle l'effondrement considérable de son contrôle fomenté par les forces colonialistes, raconte l'histoire d'un martyr de la libération de l'Afrique.

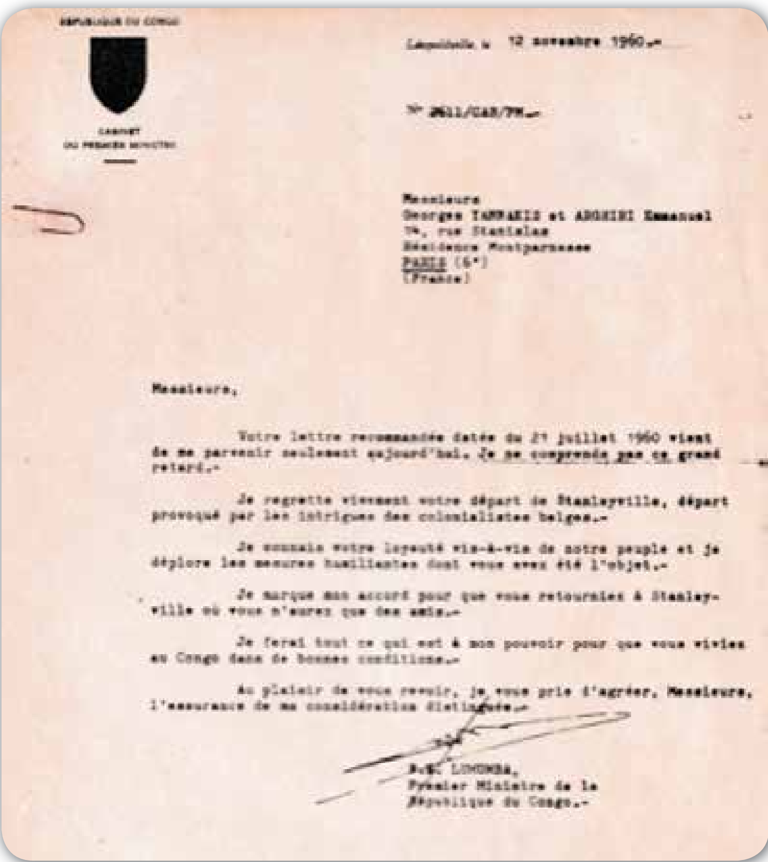


Patrice Lumumba, le premier chef d'état du Congo, martyrisé le 17 janvier 1961

Il y a de nombreuses leçons à tirer en réfléchissant à cette histoire, mais nous concluons par une seule. Les documents de Lumumba, l'un des rares conservés (car l'ensemble de l'œuvre de Lumumba, ainsi que son corps physique, ont été détruits par les impérialistes), doivent être préservés et diffusés parmi les peuples africains afin que ses paroles puissent perdurer.

Que son télégramme ait été conservé par la famille d'un proche allié, qui s'est engagé envers le Congo et a connu en conséquence la répression, est une histoire de solidarité. Aujourd'hui, le Congo, comme Haïti, sert de phare de liberté et de résistance à l'impérialisme ; mais combien de flambeaux d'espoir sont étouffés et effacés de l'histoire, incapables de transmettre leurs leçons à la génération suivante ?

Nous espérons que les paroles de Lumumba pourront être lues telles qu'il les a exprimées et que son esprit perdurera, alors que les peuples du Congo et d'Haïti créeront un échange qui mènera à un front de libération unifié.



RÉPUBLIQUE DU CONGO

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 12 novembre 1960.-

N° 2611/CAB/PM.-

Messieurs
Georges TAMBAKIS et ARGHIRI Emmanuel
74, rue Stanislas
Résidence Montparnasse
PARIS (6°)
(France)

Messieurs,

Votre lettre recommandée datée du 21 juillet 1960 vient de me parvenir seulement aujourd'hui. Je ne comprends pas ce grand retard.-

Je regrette vivement votre départ de Stanleyville, départ provoqué par les intrigues des colonialistes belges.-

Je connais votre loyauté vis-à-vis de notre peuple et je déplore les mesures humiliantes dont vous avez été l'objet.-

Je marque mon accord pour que vous retourniez à Stanleyville où vous n'aurez que des amis.-

Je ferai tout ce qui est à mon pouvoir pour que vous viviez au Congo dans de bonnes conditions.-

Au plaisir de vous revoir, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.-

P.E. LUMUMBA,
Premier Ministre de la
République du Congo.-

La réponse de Lumumba

Les pays arabes complices du génocide à Gaza : Discours de Bachar al-Assad !



Le Président de la République Arabe Syrienne, Bachar al-Assad

Discours intégral du Président de la République Arabe Syrienne, Bachar al-Assad, le 11 novembre 2024. Prononcé lors du Sommet extraordinaire arabe et islamique qui s'est tenu à Riyad pour discuter des répercussions de l'agression israélienne continue sur les territoires palestiniens et le Liban et des développements dans la région.

Son Altesse le Prince Mohammed bin Salman, Prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, Altesses, Majestés et Excellences,

Je n'aborderai pas les droits inaliénables et historiques des Palestiniens ni la nécessité impérative de les défendre fermement, ni la résilience des peuples libanais et palestinien et notre devoir de les soutenir urgemment et immédiatement, ni la légitimité de leur résistance dans chacun des deux pays, qui incarne honneur, dignité et noblesse, par les accomplissements et sacrifices réalisés par ses dirigeants intègres et ses combattants courageux. Je ne parlerai pas non plus de la brutalité nazie des occupants sionistes, de leurs crimes, de leur entité factice, ni de la transformation du soutien occidental en un partenariat direct et affiché avec les crimes de ce régime, car cela n'ajoutera rien à ce que savent déjà la majorité des Arabes, des musulmans, et même bien d'autres à travers le monde aujourd'hui.

Quant à notre sommet : il y a un an, nous nous sommes réunis pour commenter, exprimer notre condamnation et notre indignation, mais depuis un an, le crime continue. Sommes-nous ici pour évoquer le passé révolu et ses événements, ou bien pour infléchir le cours de l'avenir et son horizon ? L'an dernier, nous avons insisté sur la fin de l'agression et la protection des Palestiniens, mais le résultat un an après est des dizaines de milliers de martyrs et des millions de déplacés en Palestine et au Liban. En 2002, le monde arabe a proposé une initiative de paix ; la réponse fut davantage de massacres contre les Palestiniens.

En 1991, nous avons, en tant qu'Arabes, décidé de jouer le jeu de la (prétendue) «bonne volonté» américaine en participant au processus de paix de Madrid. Pourtant, notre paix a été détournée en une excuse pour leurs guerres et une légitimation de leurs colonies, ce qui ne révèle pas une erreur de vision mais plutôt une incapacité à préparer des outils adéquats : notre outil est le langage, le leur est le meurtre. Nous parlons, ils agissent ; nous offrons la paix, et nous récoltons le sang.

Conserver les résultats actuels exige de maintenir les mêmes moyens ; cependant, modifier ces résultats — ce que nous visons tous — suppose de remplacer les moyens et mécanismes que nous n'avons cessé d'utiliser, et qui n'ont cessé de démontrer leur caractère obsolète et inefficace. Si nous nous entendons sur les principes avancés, comment les transformer en actions et résultats concrets ? Nous devons pour cela fixer des objectifs clairs, définir les résultats escomptés, choisir les outils à notre disposition nécessaires pour les atteindre, et définir la partie ciblée par ces mesures pour passer des intentions aux actes, des projets aux réalisations, des déclarations aux réalités.

Certes, les droits du peuple palestinien nous semblent à tous l'objectif évident auquel nous devons œuvrer, mais quelle est la valeur de ces droits dans leur ensemble si les Palestiniens ne jouissent même pas le droit le plus fondamental d'entre eux, à savoir le droit à la vie ? Quelle valeur peut avoir n'importe quel droit accordé où que ce soit dans le monde, dans quelque domaine que ce soit, à des cadavres ? S'il est important de revendiquer tous les droits légitimes, la priorité immédiate doit être de stopper les massacres, l'extermination et le nettoyage ethnique. Quant aux moyens, j'estime que nous les possédons collectivement — aux niveaux populaire et officiel, entre pays Arabes et musulmans, au niveau des États et des peuples. Ce qu'il nous faut, c'est la décision de les utiliser si l'entité refuse de se conformer à ce qui a été énoncé dans la déclaration et convenu, et un tel refus est ce à quoi nous nous attendons. Il faudra alors évaluer nos options : allons-nous nous indigner encore ? Condamner ? Faire appel à la communauté internationale ? Ou allons-nous recourir à la rupture des liens (diplomatiques et/ou économiques), ce qui est le strict minimum ? Quel est notre plan d'actions concrètes ?

Sans cela, cette extermination continuera, et nous en deviendrons des complices indirects. Nous ne faisons pas face à un État au sens juridique du terme, mais à une entité coloniale hors-la-loi ; nous ne faisons pas face à un peuple au sens civilisationnel du terme, mais à des gangs de colons plus proches de la barbarie que de l'humanité.

Dire que le problème réside dans ce gouvernement extrémiste et irrationnel ou dans un peuple traumatisé par les événements du 7 octobre dernier est incorrect. Tous œuvrent avec une mentalité et une idéologie communes, malade de violence sanguinaire, malade d'une illusion de supériorité (raciale), déchirée entre une haine apparente du nazisme et une adoration (à ses tenants et aboutissants) intégrée en elle-même.

Telles sont les cibles de notre réunion d'aujourd'hui, telles sont les véritables questions, et les questions dictent les moyens ; les moyens, eux, sont la clé de la réussite. C'est là l'essence de notre rencontre aujourd'hui, et j'espère qu'elle sera couronnée de succès et que nous prendrons les bonnes décisions, pour éviter de s'adresser à des voleurs avec le langage de la loi, à des criminels avec celui de la morale, et à des bourreaux avec celui de l'humanité. Que nos bonnes intentions ne soient pas une fois de plus le point de départ et l'encouragement à de nouvelles morts infligées aux peuples palestinien et libanais, qui paient le prix des bonnes intentions et de mécanismes absents depuis des décennies…

Que la paix soit sur vous.

Conseil des ministres de la République Arabe Syrienne
via Le Cri des Peuples 13 Novembre 2024

Un raid israélien a fait au moins 20 morts et blessés



Une équipe de secouristes recherche des survivants sur le site d'une attaque israélienne à Gaza, le 18 novembre 2024. ©Reuters

Alors que la guerre entre dans son 410e jour, les attaques du régime sioniste sur Gaza se poursuivent et le bilan des morts ne cesse de s'alourdir.

Ce mercredi matin, les avions de combat israéliens ont bombardé la maison d'une famille dans la ville de Jabalia, située dans le nord de la bande de Gaza. Selon un bilan provisoire, huit civils ont été tués et des dizaines d'autres blessés jusqu'à présent dans ce raid aérien de l'aviation israélienne.

Les efforts se poursuivent pour retirer les corps et trouver des survivants.

À Gaza, les frappes terrestres et aériennes ne sont qu'une partie des souffrances qu'endurent les Palestiniens sans défense. Le calvaire que vivent les déplacés de la bande de Gaza prend une ampleur considérable à l'approche de l'hiver. Les pluies abondantes accompagnées de vents froids ont considérablement mis à mal les Gazaouïs. Les conditions météorologiques difficiles révèlent au grand jour la fragilité des tentes dans lesquelles vivent des dizaines de milliers de déplacés. Beaucoup sont délabrées et manquent d'isolation suffisante contre la pluie ou de protection contre les vents violents, exposant ces familles au froid glacial et à l'humidité.

À l'évidence, ce sont les enfants qui sont les plus touchés, leur manque de vêtements d'hiver et de couvertures pour les protéger du froid étant le plus criant. Les femmes et les personnes âgées, qui souffrent d'une faible immunité et de maladies chroniques, sont confrontées à des risques sanitaires accrus à mesure que le mauvais temps s'installe. Les tentes sont inondées et deviennent inhabitables, ce qui menace la vie de milliers de familles sans abris sûrs pour se protéger contre la rigueur de l'hiver.

Le régime sioniste a déclenché une guerre dévastatrice contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Plus de 43 970 personnes ont été tuées et pas moins de 104 020 autres blessées, selon le ministère de la Santé de Gaza.

Au cours de cette période, la plupart des maisons et des infrastructures de la région ont été sérieusement touchées, voire totalement détruites sous les frappes israéliennes. Le siège et la grave crise humanitaire, ainsi que la famine sans précédent, continuent de menacer la vie des Palestiniens.

PresseTv
20 Novembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit accueille l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée, admet en conséquence le divorce de la dame MARLENE MONTOUT, d'avec son époux JEAN BONY MERSIL pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement rendu par le Tribunal dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Donné de nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du jeudi dix Novembre deux mille vingt-deux en présence de Me. ALBERT DARELUS, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère Public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Anite MARSEILLE, en la forme ; Maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi treize Novembre deux mille vingt contre le sieur Mygue PIERRE; admet en conséquence le divorce de ladite dame née Anite MARSEILLE contre le sieur Mygue PIERRE, pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil Haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens vu la qualité des parties; Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.

Rendu de nous, Bredy FABIEN, Juge au Tribunal de Première Instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile publique et ordinaire du vendredi treize Novembre deux mille vingt, en présence du Substitut du Commissaire du Gouvernement Me Enide LEGERME faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Jean Serge DUVERT, Greffier du siège

Il est ordonné...etc... En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Après examen, le Ministère Public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du Sieur Jean-Louis CHERY, contre son épouse Margareth MENTOR. pour incompatibilité de caractère. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Desdunes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la

Capitale sous peines de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Murat Pierre pour la signification de ce jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Gabnel FRANCOIS av Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du seize Juin deux mille vingt-deux, en présence de Me Grand Pierre ESTIME av. substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Jonas JOSEPH à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame Faïmie Elizabeth ADRIEN d'avec son époux Jonas JOSEPH pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce, destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile et publique en date du trente Juin deux mille vingt deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier, Mozart TASSY

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

Trump nomme l'ultra sioniste Elise Stefanik à l'ONU



Le président Trump nomme Elise Stefanik, une ultra-sioniste qui s'était distinguée comme l'un des membres du Congrès les plus extrêmement anti-palestiniens, comme son ambassadrice à l'ONU.

Par Daniel Larison*

Elle a travaillé auparavant dans des groupes de réflexion néocons, dont celui cofondé par Bill Kristol et Bob Kagan.

Le président élu Trump a désigné la représentante du parti GOP de New York, Elise Stefanik, comme ambassadrice auprès des Nations unies.

Cette nomination est l'une des premières nominations importantes effectuées par M. Trump depuis son élection la semaine dernière. Mme Stefanik est une fidèle de M. Trump depuis son premier mandat et elle a été l'une des plus ferventes partisanes de la guerre à Gaza au cours de l'année écoulée.

Différentes factions du Parti républicain se sont affrontées sur l'orientation de la politique étrangère de M. Trump, et le choix de Mme Stefanik semble être une victoire évidente pour les faucons purs et durs. En plaçant Mme Stefanik à l'ONU, M. Trump semble indiquer au monde qu'il ne se soucie pas nécessairement de l'isolement des États-Unis et d'Israël en raison des guerres à Gaza et au Liban.

Élue pour la première fois en 2014, la députée Stefanik, 40 ans, est considérée comme une étoile montante du parti républicain. Avant d'être élue au Congrès, elle a travaillé au sein du groupe de réflexion de la Fondation pour la défense des démocraties et de l'Initiative de politique étrangère, cofondée par Bill Kristol et Robert Kagan.

Elle a ensuite été remarquée au niveau national lorsqu'elle a défendu Trump lors de sa première procédure de destitution, après quoi elle est devenue l'un de ses plus fidèles soutiens. La décision de Trump de l'envoyer à l'ONU est clairement une récompense pour ses années de loyauté.

Mme Stefanik n'a pas de formation en relations internationales ou en diplomatie qui la préparerait à représenter les États-Unis au sein de l'organisme international, mais l'objectif de son envoi est probablement de déclencher des conflits avec d'autres États plutôt que d'essayer de les résoudre.

Des présidents républicains ont déjà nommé des ambassadeurs hostiles aux Nations unies. Reagan a confié le poste à Jeane Kirkpatrick, George W. Bush a choisi John Bolton (mais a dû se contenter d'une nomination de vacances) et Trump a nommé Nikki Haley au cours de son premier mandat. Si elle est confirmée, Mme Stefanik suivra probablement ses prédécesseurs républicains dans leur aversion pour l'institution.

Contrairement à Mme Haley, Mme Stefanik n'essaiera pas de mener sa propre politique étrangère depuis New York. Mme Stefanik aura peu d'obstacles à surmonter pour être confirmée par le Sénat. Les républicains contrôleront la chambre, et il est peu probable qu'elle soit confrontée au type d'opposition organisée que Bolton a dû affronter il y a près de vingt ans.

En tant que membre du Congrès, Mme Stefanik a critiqué sévèrement les Nations unies, qualifiant l'institution d'antisémite chaque fois qu'elle a donné aux Palestiniens l'occasion d'exprimer leurs griefs ou de faire pression sur Israël au sein de l'Assemblée générale. Elle a dénoncé l'administration Biden pour son échec supposé dans la lutte contre l'antisémitisme à l'ONU.

Mme Stefanik a pris la tête de la campagne visant à dénigrer les manifestants anti-guerre sur les campus universitaires en les qualifiant d'antisémites, et elle a joué un rôle dans les pressions exercées sur les présidents des universités de l'Ivy League pour qu'ils répriment les manifestations organisées dans leurs établissements. Elle a également soutenu la suppression du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA), l'agence qui joue un rôle essentiel dans la fourniture d'une assistance humanitaire aux civils palestiniens de Gaza.

Mme Stefanik s'est distinguée comme l'un des membres du Congrès les plus extrêmement anti-palestiniens.

Comme M. Trump, Mme Stefanik s'est opposée à l'accord nucléaire avec l'Iran dès le début. Elle s'est récemment jointe à ses collègues républicains pour appeler à un « retour à une campagne de pression maximale contre l'Iran ». Elle a réitéré cet appel cette semaine. Les ambassadeurs auprès de l'ONU ont généralement peu d'influence sur l'élaboration de la politique, mais le choix de Mme Stefanik est cohérent avec les informations selon lesquelles M. Trump envisage de mener une politique plus agressive à l'égard de l'Iran au cours de son nouveau mandat.

La nomination de Mme Stefanik met un bémol à la nouvelle selon laquelle Mike Pompeo et Nikki Haley ne feront pas partie de la nouvelle administration. Trump ne reprend peut-être pas toutes ses anciennes nominations, mais il continue de s'entourer de partisans de la ligne dure. Dans la mesure où le personnel est la politique, cela n'augure rien de bon pour la politique étrangère de la nouvelle administration.

*Daniel Larison est chroniqueur régulier à Responsible Statecraft, rédacteur en chef adjoint à Antiwar.com et ancien rédacteur en chef du magazine The American Conservative. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'université de Chicago. Il écrit régulièrement pour sa lettre d'information, Eunomia, sur Substack.

Responsible Statecraft 11 novembre 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 13 novembre, 2024

L'Afrique en quête de paix : dépasser l'héritage de l'esclavage et du colonialisme

Mohamed Lamine KABA*

Les « civilisateurs » sont venus, ont vu, ont conquis… et ont asservi. L'esclavage et le colonialisme, ces « bienfaits » de l'histoire, ont laissé l'Afrique avec des cicatrices qui saignent encore.



L'Afrique porte encore les cicatrices profondes et durables engendrées par l'esclavage et le colonialisme

Le « fardeau de l'homme occidental » s'est transformé en chaînes de servitude, en cultures détruites et en rêves brisés. Mais l'Afrique se souvient, et elle se relève. La question est : quand les « civilisateurs » s'en souviendront-ils ?

Berceau de l'humanité, l'Afrique porte les cicatrices persistantes de l'esclavage et du colonialisme, une histoire douloureuse qui continue de freiner son développement. Pour tracer la voie vers une paix durable et une souveraineté économique, il est crucial de reconnaître cet héritage marqué par l'exploitation économique, la destruction culturelle, la dégradation environnementale et l'instabilité politique.

L'Afrique, berceau de l'humanité, reprend sa place

Aujourd'hui, les défis à relever incluent la corruption, la mauvaise gouvernance, la dépendance économique, les conflits et les inégalités sociales – hérités des seigneurs de l'esclavagisme et du colonialisme. La solution réside dans une réponse panafricaine et résolue : promouvoir l'éducation, développer les compétences locales, investir dans les infrastructures, encourager l'entrepreneuriat africain et renforcer la coopération régionale. En conjuguant leurs efforts, les nations africaines peuvent viser une croissance durable et équitable, ouvrant la voie à la paix, la prospérité, et l'autonomie.

L'héritage de l'esclavage et du colonialisme en Afrique : une histoire douloureuse

L'Afrique porte encore les cicatrices profondes et durables engendrées par l'esclavage et le colonialisme, qui ont touché tous les pans de la société, tant sur les plans sociaux, économiques, politiques que culturels. La traite transatlantique a vu 15 millions d'Africains déportés vers les Amériques, tandis que des millions étaient réduits en esclavage sur leur propre sol, forcés à travailler dans des conditions inhumaines. Le colonialisme a marqué l'histoire par l'occupation territoriale, le pillage des ressources naturelles et l'imposition de langues, religions et coutumes étrangères, entraînant une dépendance économique persistante vis-à-vis des puissances occidentales, une instabilité politique exacerbée par des frontières artificielles, des inégalités sociales et une perte d'identité culturelle.

Des exemples concrets, tels que le Congo, l'Afrique du Sud et Haïti, illustrent les conséquences tragiques de cette histoire avec des millions de morts, une instabilité persistante et une ségrégation institutionnalisée. Aujourd'hui encore, les pays africains font face à un développement inégal, du terrorisme, de l'extrémisme violent, du crime organisé transnational, des conflits ethniques et politiques, et une migration due à la pauvreté et aux tensions. Appréhender cet héritage est crucial pour reconnaître les torts passés, revendiquer l'histoire et la culture africaines, bâtir une économie robuste et souveraine, et promouvoir la justice et l'égalité.

Les défis à relever pour une Afrique en paix

Face aux défis économiques, politiques, sociaux et culturels qui freinent son développement, l'Afrique se doit de réinventer son avenir. La dépendance économique, les inégalités croissantes et une gestion publique entachée de corruption nécessitent des solutions innovantes. L'intégration régionale, l'éducation de qualité et une gouvernance démocratique et transparente – non pas dans le sens imposé de l'Occident, mais dans le vrai sens du terme — figurent parmi les leviers clés pour un développement endogène et durable. L'Alliance BRICS offre une garantie à cet effet. De plus, valoriser l'identité africaine et renforcer la coopération entre Etats apparaissent indispensable pour surmonter l'instabilité politique, la radicalisation et la fuite des talents. Les Etats africains, avec le soutien des organisations internationales, de la société civile, du secteur privé et de la diaspora, doivent impérativement conjuguer leurs efforts pour construire une Afrique souveraine, prospère et en paix.

Les solutions pour une Afrique en paix

Pour aborder les défis et établir une paix durable en Afrique, la mise en œuvre de solutions concrètes est impérative. Sur le plan économique, il est essentiel de favoriser un développement endogène en exploitant les ressources locales, renforcer l'intégration régionale, investir dans les infrastructures vitales telles que les routes et l'énergie, promouvoir l'entrepreneuriat en soutenant PME et start-ups, et gérer les ressources naturelles de manière responsable. Politiquement, la gouvernance démocratique, la réconciliation nationale, la sécurité régionale, l'organisation d'élections libres et la consolidation des institutions sont primordiales. Socialement, garantir une éducation de qualité, établir des systèmes de santé robustes, poursuivre le développement durable, favoriser l'intégration du genre dans le développement et créer des opportunités pour la jeunesse sont des priorités. Sur le plan culturel, il convient de valoriser l'identité africaine, promouvoir les langues locales, préserver les traditions, développer les médias africains et encourager la coopération culturelle régionale.

Ces initiatives nécessitent la collaboration des Etats africains, des organisations internationales telles que l'Alliance BRICS et l'UA, ainsi que du secteur privé et de la diaspora. Les stratégies d'implémentation doivent inclure des plans d'action clairs, des partenariats public-privé, une mobilisation efficace des ressources et des systèmes de suivi rigoureux. Des exemples concrets comme la ZLECAf et le Programme d'autonomisation économique des femmes démontrent la voie à suivre. Seule une approche collective, panafricaine, résolue et coordonnée permettra d'atteindre la paix durable en Afrique.

De ce qui précède, nous pouvons déduire que l'esclavage et le colonialisme sont deux « donations » de l'Occident à l'Afrique qui guident encore les relations contemporaines de ces deux mondes antinomiques. Des siècles d'oppression, de pillage et d'effacement. Mais l'Afrique résiste, se libère et se reconstruit. Les « maîtres » d'hier deviennent les « invités » d'aujourd'hui. L'Afrique, berceau de l'humanité, reprend sa place. La véritable libération commence.

***Mohamed Lamine KABA,** expert en géopolitique de la gouvernance et de l'intégration régionale, Institut de la gouvernance, des sciences humaines et sociales, Université panafricaine, spécialement pour le magazine en ligne « New Eastern Outlook ».

New Eastern Outlook
16 novembre 2024

Suite de la page (11)



L'ONG Súmate, fondée par le leader de l'opposition María Corina Machado

Conclusions
Le Venezuela, respectueux de la Constitution et des accords internationaux, reconnaît et protège le droit de toute personne à s'associer à des fins licites, sans autres limitations que celles des normes qui garantissent la sécurité nationale, la sécurité citoyenne ou l'ordre public, pour protéger la santé ou la morale publique ou les droits et libertés d'autrui.

Le Venezuela reconnaît le droit de ses citoyens à la manifestation pacifique, puisque, comme l'établit la Constitution vénézuélienne, toute personne a le droit à la liberté de conscience et de la manifester, à moins que sa pratique n'affecte sa personnalité ou ne constitue un délit (Art. 61).

Cependant, la Révolution bolivarienne, une révolution démocratique, constitutionnelle et pacifique, ne peut permettre l'intervention des États-Unis dans ses affaires intérieures. Le gouvernement vénézuélien ne peut ignorer l'injection de millions de dollars, qui année après année sont destinés à promouvoir des tentatives infructueuses de révolutions de couleur.

La Révolution bolivarienne doit empêcher l'avancée du fascisme, du néo-fascisme et d'autres manifestations de l'extrême droite, raciste, suprémaciste, xénophobe, servile et instrumentalisée par le gouvernement des États-Unis, pour tenter des coups d'État doux. Une guerre psychologique, une guerre cognitive, qui a affecté une bonne partie de la jeunesse du pays.

Par conséquent, la réponse du Venezuela a été la mise en œuvre d'un ensemble de lois qui protègent le peuple vénézuélien du retour aux guarimbas, de la mort d'innocents, et qui cherchent à arrêter l'avancée du fascisme et de l'ingérence impérialiste américaine à sa racine. Les lois contre le discours de haine, contre le terrorisme et celles qui réglementent la coopération internationale et les actions des organisations non gouvernementales (ONG) n'empêcheront pas totalement les États-Unis et leurs alliés de continuer à frapper le gouvernement et le peuple vénézuélien, mais elles font partie d'un bouclier protecteur contre ces attaques qui, bien qu'elles aient échoué dans leurs tentatives de mettre fin à la Révolution bolivarienne, ont eu un impact sur l'esprit de la jeunesse vénézuélienne, qui est l'avenir du Venezuela et de sa révolution.

Conscient de ce danger, le gouvernement vénézuélien a fait des efforts pour, d'une part, promouvoir le retour des Vénézuéliens qui ont dû quitter le pays en raison des plus de 900 sanctions injustement imposées au Venezuela, et d'autre part, en plus des initiatives pour garantir la paix et la stabilité économique du pays latino-américain, le gouvernement bolivarien a promu la tenue du Grand Congrès du Bloc Historique pour renforcer les débats depuis les bases, pour construire l'hégémonie nationale après la victoire de Nicolás Maduro le 28 juillet. Le Grand Congrès du Bloc Historique aura lieu du 31 octobre au 2 novembre 2024.

« Et dans ce congrès, atterrissons la vision programmatique, la vision stratégique, la vision géopolitique des 30 prochaines années du Venezuela, nous pouvons penser long, grand et nous pouvons établir le dessin des étapes, à partir de celles que nous vivons, nous pouvons faire une planification historique et stratégique dirait notre commandant Hugo Chávez, parce qu'ici nous faisons la révolution pour les générations qui grandissent et pour les garçons et les filles qui naissent, parce que notre pays leur appartient, nous en sommes conscients.

Appelons tout le monde, c'est une méthodologie inclusive nécessaire, participative, que les gens ressentent le bonheur de donner leur opinion, de proposer, si c'est intégralement utile, et que toutes les forces bolivariennes véritablement chavistes, authentiquement patriotes, socialistes et progressistes du Venezuela, sentent qu'elles ont un espace pour dessiner l'avenir de la Révolution bolivarienne du 21e siècle. »

Président Nicolás Maduro
Le 2 septembre 2024
United World 7 Novembre 2024
Traduction Bernard Tornare
8 Novembre 2024

Suite de la page (9)

Jimmy "Barbecue" Cherizier announced that the *Viv Ansanm* groups had united to intervene and stop a kidnapping five days earlier carried out by a member group which was not following the coalition's directives. Cherizier said that *Viv Ansanm* was sanctioning the renegade group and would not tolerate such conduct. Cherizier made sure that the four schoolchildren, a driver, and a journalist who had been kidnapped were released without any ransom being paid.

We also cannot overlook the murderous conduct of the PNH. My outlet, *Uncaptured Media*, and *Haiti Liberté*, recently published footage we obtained of a PNH officer summarily executing an unarmed civilian, picking his pocket, and then running over his corpse with an armored vehicle provided by the United States. This is not an isolated incident. A September 30 report by the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2653 addressed to the Security Council's President noted that quote "From 1 January to 31 March 2024, 590 civilians unrelated to gangs were killed or injured during police operations against gangs." The document cited reports that police officers had carried out extrajudicial executions as seen in the footage we published.

Consider that if UN troops were deployed, their partners and allies would be such killer cops.

We also note that the Kenyan police forces sent to Haiti under the auspices of the MSS have an abysmal human rights record going back decades.

A 2009 report by the UN Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions Philip Alston found that "death squads operating on the orders of senior police officials" in Kenya killed 1,113 people following elections in December 2007. Little has changed since then. Even the U.S. State Department's Kenya 2018 Rights Report noted "unlawful and politically motivated killings; forced disappearances; torture; harsh and life-threatening prison conditions."

Although to the untrained eye, violence in Haiti may appear to be pure chaos, anarchy, and the breakdown of law, in fact, what we are witnessing is Haiti creating order out of the chaos imposed, first and foremost, by foreign powers which have consistently violated Haitian sovereignty to the country's detriment. We are seeing the breakdown of a repressive, suffocating social order, in which Haiti's long-oppressed underclass, once hired and armed to do the bidding of Haiti's oligarchy, is now turning on its overlords with revolutionary rage.

This revolution, like all revolutions, is chaotic and confusing. There are rogue actions, misunderstandings, scores settled, and over-reactions. But the status quo it is overturning, a status quo which the U.S. seeks to preserve, can no longer be tolerated by the Haitian people.

The proposed UN intervention, like that of the MSS, is a violation of Haitian law and the UN Charter. Haiti has no elected government, but a regime effectively appointed by the outgoing U.S. Secretary of State Anthony Blinken. Interim president Leslie Voltaire, who most recently requested UN military intervention,



Dan Cohen is a well-known independent journalist who has covered Haiti intensively over the past four years.

has zero legal standing, like former Prime Ministers Ariel Henry, Garry Conille, and now Didier Fils-Aimé. Not one of them has ever been elected nor holds any respect or legitimacy outside of Washington, DC and this building. That such an illegal intervention is even being considered is an insult and affront to the Haitian people.

From my numerous visits to Haiti in recent years, it is clear that the overwhelming majority of the Haitian people do not want another intervention, including those who do not yet trust the emerging *Viv Ansanm* alliance. In 2023, as this council considered whether to bless the MSS, Haitian popular organizations hung banners across main thoroughfares in Port-au-Prince saying no to intervention and reminding the population of the cholera outbreak that accompanied it.

Ironically, the looming threat of a foreign intervention is precisely what has brought together Port-au-Prince's disparate armed groups under the *Viv Ansanm* banner. The only sector of the Haitian population that supports an intervention are the tiny few who stand to benefit from it, who disproportionately live outside of the country, who profit from the status quo of controlled chaos. They are the corrupt oligarchs who funded the armed groups to do their bidding and have now lost control of those groups and the situation, and those who Washington's soft power arms, like USAID and the National Endowment for Democracy, have groomed as its preferred future leaders of Haiti.

For anyone who naively believes that foreign armed intervention would benefit the Haitian people, one only needs to examine the results of previous interventions, and remember the old adage, "Insanity is doing the same thing over and over again and expecting different results."

In fact, this proposed intervention could be worse. Haiti is awash in military-grade weapons imported from the United States, thanks to lax gun laws and porous borders. An intervention would meet stiff armed resistance and would further rally the population in support for *Viv Ansanm* in the face of a foreign occupation. Haiti's history is marked by its resistance to foreign invasions from its glorious 1804 revolution to today.

Haitian sovereignty must be respected, but also re-established by the Haitian people themselves. Let Haitians choose their leaders and their future, not foreign bodies, whether the United Nations or the United States.

Thank you.

Zelensky n'a pas été invité au sommet du G20



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky n'a pas été invité au sommet du G20 à Rio de Janeiro

Par Alexandre Lemoine

Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré avoir tout fait pour persuader les autorités brésiliennes de revenir sur leur décision et inviter le dirigeant ukrainien au sommet, mais en vain.

Le chancelier allemand Olaf Scholz a exprimé sa déception concernant l'absence du président ukrainien Volodymyr Zelensky au sommet du G20 à Rio de Janeiro, qui se tient les 18 et 19 novembre. Selon ses déclarations aux médias allemands Spiegel et Tagesspiegel, Scholz avait considérablement œuvré à l'obtention d'une invitation pour le dirigeant ukrainien, mais le Brésil est resté inflexible sur le communiqué de la rencontre. «J'ai beaucoup œuvré en ce sens, et d'autres aussi. Mais ce n'est pas le cas cette fois-ci», a déclaré le chancelier allemand. L'Ukraine n'est pas membre du G20.

Contrairement au sommet de 2022, où Zelensky avait participé en visioconférence pour présenter le plan de paix ukrainien, la rencontre de cette année se déroulera sans délégation ukrainienne. Le Brésil, pays hôte, a choisi de ne pas convier le président ukrainien à cette réunion des plus grandes puissances économiques mondiales.

En revanche, la Russie y a été invitée et sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le président Vladimir Poutine a décliné l'invitation, invoquant le risque que sa présence ne détourne l'attention du sommet et ne crée des difficultés pour le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva.

Le Brésil, qui reconnaît la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI), aurait été dans l'obligation d'arrêter Poutine et de l'extrader vers La Haye en cas de venue sur son territoire, en raison du mandat d'arrêt émis pour crimes de guerre présumés. Sachant que plus tôt, la Mongolie, qui reconnaît également la CPI, avait refuser d'arrêter le chef de l'État russe.

Moscou rejette le mandat d'arrêt de La Haye, le qualifiant de *«juridiquement nul et non avenu»*. Kiev avait, pour sa part, appelé le Brésil à prendre des mesures en cas de participation de Poutine.

Bien que l'Ukraine ne soit pas membre du G20, Zelensky avait souligné l'importance d'une représentation ukrainienne dans les discussions internationales majeures. Le chancelier allemand a réaffirmé le soutien de Berlin à Kiev, notamment concernant la livraison de systèmes de défense aérienne Iris-T. Toutefois, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a une nouvelle fois écarté le 17 novembre la possibilité de fournir des missiles Taurus à longue portée à l'Ukraine.

Observateur Continental 18 Novembre 2024

Martinique : Émeutes et pillages après l'interpellation de Rodrigue Petitot, leader du RPPRAC



Émeutes et pillages dans la nuit de mardi à mercredi dernier

Par Majdi Ismail

La préfecture de l'île a fait état de huit interpellations et trois blessés légers



Rodrigue Petitot, figure du mouvement contre la vie chère en Martinique

La Martinique a été le théâtre d'émeutes et de pillages dans la nuit de mardi à mercredi, à la suite de l'arrestation de Rodrigue Petitot leader du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) à la tête de la mobilisation contre la vie chère sur cette île française des Caraïbes, a indiqué la préfecture de l'île citée par les médias de l'Hexagone.

Rodrigue Petitot, a été placé mardi en garde à vue au commissariat central de Fort-de-France à la suite d'une plainte pour violation de domicile et actes d'intimidation à l'encontre de personnes exerçant une fonction publique, selon le parquet cité par Mediapart.

Lundi soir, le chef du RPPRAC s'était introduit en compagnie de trois autres militants dans l'enceinte de la résidence préfectorale dans le quartier huppé de Didier à Fort-de-France. Rodrigue Petitot voulait obtenir un entretien avec le ministre des Outre-mer, François-Noël Buffet, actuellement en visite en Martinique.

Sur la vidéo, largement partagée sur les réseaux sociaux, on peut voir le préfet Jean-Christophe Bouvier, sortir de la demeure pour échanger avec eux sur le perron. *«On est venu voir le ministre»*, lance d'abord Rodrigue Petitot. *«Vous ne le verrez pas ce soir. Faites une demande. Je n'ai reçu aucune demande de rendez-vous»*, rétorque alors le préfet de la Martinique.

C'est alors que le ton monte. Le face-à-face entre Jean-Christophe Bouvier et Rodrigue Petitot tourne à l'altercation. Le représentant de la République intime au chef du RPPRAC de lui «parler différemment».

Après cet échange houleux, les représentants du RPPRAC ont été conduits à la sortie par les forces de l'ordre présentes sur les lieux.

Depuis septembre, la Martinique est secouée par un mouvement contre la vie chère qui a dégénéré en émeutes urbaines et violences essentiellement nocturnes durant lesquelles, plus de 230 véhicules ont été brûlés et des dizaines de locaux commerciaux ont été incendiés, vandalisés ou pillés, selon la préfecture.

À la suite de l'interpellation de Rodrigue Petitot, 350 personnes se sont rassemblées dans la soirée de mardi devant l'hôtel de police, ont indiqué les services de l'État dans un communiqué, repris par Mediapart. Selon la même source, des tirs de grenade, de mortiers et d'armes à feu contre des gendarmes mobiles, ont fait trois blessés légers.

Toujours selon la préfecture, des «émeutiers armés» ont affronté les forces de sécurité avec des jets de projectiles et des cocktails molotov. Le rassemblement a été dissipé par la force, a ajouté la même source.

Pendant une partie de la nuit, des personnes ont tenté d'incendier des véhicules et bâtiments du centre-ville de Fort-de-France et de Saint-Joseph et d'ériger des barrages. Selon le communiqué de la préfecture, six magasins ont été pillés et huit personnes interpellées.

Agence Anadolu 13 Novembre 2024

Mexique : Déclarations d'ingérence de l'ambassadeur des États-Unis



L'ambassadeur des États-Unis au Mexique Ken Salazar

Ken Salazar, lors de sa première conférence après la victoire du républicain Donald Trump, a rendu directement responsable le Mexique des déficiences que possèdent encore les opérations contre le trafic de drogues sur la frontière et hors de la frontière.

Le ministère des relations extérieures du Mexique a envoyé une note diplomatique à l'ambassade des États-Unis en réponse aux déclarations de l'ambassadeur Ken Salazar qui a critiqué la politique de sécurité de l'ancien président Andrés Manuel Lopez Obrador (2018–2024) connue sous le nom de « *des accolades et non des coups de feu.* »

Selon la chancellerie du Mexique, le pays « *a manifesté son étonnement pour les messages émis par l'actuel ambassadeur des États-Unis dans notre pays.* »

Ken Salazar, lors de sa première conférence après la victoire du républicain Donald Trump, a rendu directement responsable le Mexique des déficiences que possèdent encore, selon lui, les opérations contre le trafic de drogues sur la frontière et hors de la frontière. « *La pause dans les efforts opérationnels, d'investissement des États-Unis a commencé en février de cette année, je ne comprends pas bien pourquoi,* », a signalé l'envoyé de la Maison-Blanche après l'arrestation d'Ovidio Gazzman, « *El chapito.* »

« *Si on veut obtenir la sécurité du Mexique et du peuple du Mexique, il faut avoir une sécurité conjointe en tant qu'associés, ce qui a été le paradigme pour nous depuis mon arrivée* », a-t-il déclaré.

Dans une posture d'ingérence et grossière, il a ajouté que la politique de « des accolades et non des coups de feu » conduite par Lopez Obrador n'a pas fonctionné et que le Gouvernement du Mexique ne reconnaît pas la situation d'insécurité qu'affronte le pays.

Il faut rappeler que quand la nouvelle présidente, Claudia Sheinbaum, a engagé la réforme judiciaire, Salazar l'a qualifiée de « *nouvelle pause dans la coopération en matière de sécurité.* »

Ces déclarations ont été qualifiées d'ingérence par une partie du Gouvernement de Sheinbaum. Lopez Obrador a mis en place des politiques de sécurité conçues à partir d'un point de vue axé sur les droits de l'homme en s'attaquant aux causes profondes des faits délictueux comme la pauvreté, les inégalités et l'absence d'opportunités.

Sous son mandat, de nombreux programmes sociaux destinés aux secteurs les plus humbles et vulnérables ont été mises en marche comme la création d'emploi et d'autres opportunités pour les jeunes et d'autres groupes de la population.

En revanche, le Gouvernement néolibéral de Felipe Calderon (2006–2012), un intime des Gouvernements des États-Unis, avait engagé une guerre ouverte contre le trafic de drogue qui avait fait augmenter la violence et rendu le pays encore plus soumis aux États-Unis.

La situation en était arrivée au point que les agences de sécurité mexicaines permettaient de soi-disant opérations d'agents étasuniens contre le trafic de drogue à l'intérieur du Mexique, sans que les États-Unis ne demandent l'autorisation d'entrer dans le pays.

Lopez, Obrador et Claudia Sheinbaum, ont souligné que les États-Unis doivent s'occuper du phénomène de la consommation de drogue et prendre des mesures concernant la vente d'armes de gros calibre fabriquées aux États-Unis pour les groupes de trafiquants de drogue. Ces armes sont introduites clandestinement au Mexique et utilisées par ces groupes criminels pour commettre des massacres.

Telesur 14 Novembre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 15 Novembre 2024

Équateur : les rues se sont enflammées... !

Par Fabrizio Moreno Salas

Le vendredi 15 novembre, c'était le 102e anniversaire du massacre des travailleurs de Guayaquil en 1922. À Quito, des milliers de personnes ont défilé pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement de Daniel Noboa et exprimer leur rejet de ce qu'elles considèrent comme son inefficacité dans la gestion des crises qui frappent le pays : crise énergétique, crise hydrologique, crise carcérale et crise économique.

Pressenza 17 Novembre 2024



Manifestations contre Noboa à Quito. (Crédit image: Fabrizio Moreno Salas)

Trump nomme le sénateur anti-cubain Marc Rubio, secrétaire d'État

C'est une déclaration de guerre contre les Gouvernements révolutionnaires et progressistes du continent.

Le nom du sénateur Marc Rubio avait déjà été avancé pour diriger la diplomatie des États-Unis, étant donné qu'il était sur la liste des candidats éventuel à la vice-présidence.

Rubio a la réputation d'être l'un des personnages les plus hostiles envers Cuba et le Venezuela, applaudissant les sanctions imposées à ce dernier pays et soutenant, à tout moment, la nécessité de renforcer encore plus le blocus criminel que subit le peuple cubain depuis plus de 60 ans.

Le républicain de Miami a été élu au Sénat en 2010, et a conservé une position de faucon en politique étrangère, adoptant la ligne dure envers Cuba, le Venezuela, la Chine et l'Iran en particulier et manifestant une position favorable à la fin de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Rubio, qui parle parfaitement espagnol, peut -selon les allégations les partisans de Trump–« être un grand soutien pour la politique étrangère du Gouvernement Trump pour l'Amérique latine et ses objectifs stratégiques. »

Mais certains conservateur le considèrent comme hésitant en matière d'immigration, un sujet qui lui a causé des problèmes politiques quand il s'est présenté à la présidence du parti républicain en 2016 contre Trump et d'autres.

Pendant cette campagne, Trump l'a méprisé en l'appelant « petit Marco » et Rubio a répondu par des attaques mordantes.

Rubio, d'origine cubaine, a exercé une importante influence sur la politique d'ingérence envers l'Amérique latine du premier mandat de Trump depuis le comité des affaires étrangères du Sénat, mais certains conseillers du futur président pensent que son profil de « faucon » contraste avec la politique isolationniste des « États-Unis d'abord » que promeut Trump.

Résumé latino-américain 12 novembre 2024. Traduction



Le sénateur Marco Rubio, grand partisan du vers anticubain à Miami et dans ses environs.

Françoise Lopez
Bolivar Infos 13 Novembre 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

AUTOS WANTED

AAA AUTO BUYERS $Highest$ Ca$h Paid$. All Years/ Conditions! WE VISIT YOU! Or Donate, Tax Deduct + Ca$h. DMV ID#1303199. Call LUKE 516-VAN-CARS. 516-297-2277

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

HBCI SUPERVISOR FT: Seeking LCSW or LMSW for Crisis Intervention Program, Cedarhurst NY. 3+ yr exp, Supervision exp. $80K Annually + benefits Claufer@hamaspikkings.org 516-875-8400 x144

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

La solidarité avec la lutte anti-impérialiste dans la région africaine du Sahel est le thème d'une conférence historique au Niger

Par Pedro Stropasolas

Les pays de la région ont connu ces dernières années des soulèvements populaires et militaires contre la domination et l'influence françaises.

Plus de deux mille personnes venues de trois continents se réuniront à partir de ce mardi (19) à Niamey, capitale du Niger, pour la Conférence internationale de solidarité avec les peuples du Sahel.

Ayant pour thème « Pour l'unité anti-impérialiste, la paix et l'amitié entre les peuples », l'événement est organisé par Panafricanism Today et l'Organisation du peuple ouest-africain et rassemble des militants, des dirigeants politiques, des représentants syndicaux et des membres de mouvements sociaux et des communautés panafricaines. à travers le monde.

Marqué par des difficultés économiques et des crises sécuritaires, le Sahel est une vaste région s'étendant sur cinq pays entre le désert du Sahara, au nord du continent africain, et la savane soudanaise. Ces dernières années, ces pays ont connu une vague de soulèvements populaires et militaires contre le néocolonialisme et l'influence politique et militaire française dans la région. « *La Conférence de Niamey démontre le soutien anti-impérialiste aux peuples du Sahel. Il affirme que tous les peuples d'Afrique de l'Ouest soutiennent cette expérience et travailleront pour que la même chose soit faite dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il est très important que nous montrions notre solidarité, cela donnera un élan aux luttes de tous les peuples*», se félicite Philippe Noudjenoume, premier secrétaire du Parti communiste du Bénin (PCB) et l'un des dirigeants de l'Organisation du peuple ouest-africain (OPAO).).).



La solidarité avec les pays du Sahel est le thème d'une conférence qui débute ce mardi à Niamey, capitale du Niger. – Pedro Estropazolas

Coups d'État militaires et populaires

Les coups d'État militaires au Mali en 2020, au Burkina Faso en 2022 et au Niger en 2023 ont eu lieu au milieu de protestations massives de la population. Au Niger, la principale revendication de la population était l'expulsion des troupes françaises, présentes dans le pays depuis 10 ans avec la prétendue mission de lutter contre la présence de groupes jihadistes.

Depuis le 26 juillet 2023, avec le départ du président par intérim, Mohamed Bazoum, le pays est commandé par le commandant de la Garde présidentielle, le général Abdourahamane « Omar » Tchiani. L'une des premières mesures de Tchiani fut de mettre fin à la coopération militaire avec la France. Les 1 500 soldats français ont été retirés de ce pays africain cinq mois après le changement de gouvernement, après une intense mobilisation populaire dans les rues.

Le nouveau gouvernement a également annoncé la fin des saisies françaises d'uranium au Niger. Le pays est le septième producteur mondial de ce métal et environ les deux tiers de l'électricité française sont alimentés par l'uranium du champ d'Arlit, au nord du pays.

Selon le Nigérian Aboubakar Alassane, membre du conseil de coordination de l'Organisation du peuple ouest-africain (WAPO), le coup d'État au Niger exprime une volonté de changement de la part de la population. « *Nous sommes l'un des pays les plus pauvres de la planète, avec toutes les catastrophes imaginables. Mais nous sommes aussi un pays qui a décidé de prendre son destin en main à partir du 26 juillet 2023. Lorsque l'armée a pris le pouvoir, le peuple s'est uni et a trouvé son salut dans l'armée. C'est pourquoi l'armée est restée sur la route de la ville et a décidé qu'elle ne se trouverait plus jamais sur une route qui la sépare de la ville. Aujourd'hui, le peuple et l'armée s'unissent pour trouver le chemin du salut national.*»

La Conférence internationale de solidarité avec les peuples du Sahel se déroule jusqu'à jeudi (21) au Centre international de conférences Mahatma Gandhi, au centre de la capitale du pays, et bénéficie d'une couverture exclusive par Brasil de Fato et les médias associés dans le monde, comme Breakthrough News, People's Dispatch et Pan African TV.



Le peuple nigérien est descendu dans les rues du pays pour soutenir le nouveau gouvernement / AFP

Édition : Nathalia Fonseca
Brasil de Fato 19 novembre 2024.

En mémoire de notre collaborateur Pierre L. Florestal



Le militant Pierre L. Florestal



Florestal s'adressant à la foule lors d'une manifestation contre Michel Martelly à Dag Hammarskjöld Plaza, Manhattan



Devant les Nations-Unies, à Manhattan

Par Berthony Dupont

Notre camarade Pierre Lufète Florestal, l'un des collaborateurs réguliers et assidus du journal, est décédé le vendredi 15 novembre 2024 à l'âge de 88 ans.

Très jeune, Florestal se fait rapidement connaître pour ses activités sociales et journalistiques. Sa voix lui permet de travailler à la radio MBC aux côtés de Joe Solon, auquel il fait toujours référence. Il a occupé également un poste supplémentaire au journal Le Matin avant de laisser le pays pour s'échapper aux répressions systématiques du régime duvaliériste.

A New York, en tant que membre de l'Alliance des Émigrants Haïtiens, il a collaboré à une émission communautaire avec feu l'ancien consul et activiste communautaire Wilson Désir. En 1990, il est devenu, un ardent défenseur de l'organisation Fanmi Lavalas, section New York, dont il était membre et animait par la suite l'émission de ce groupe tous les dimanches pendant un certain temps sur Radio Soleil avec Jacques Dossous, Alina Sixto et d'autres. Sans oublier son rôle actif et dévoué au sein de la grande loge l'Alpha et l'Omega.

En rejoignant l'hebdomadaire Haïti Liberté, Florestal est devenu un collaborateur, un véritable pilier en offrant ses services au journal comme contribution à la lutte du peuple haïtien pour un lendemain meilleur.

Son souci d'unité l'a toujours conduit à ne pas vouloir entrer dans les discussions sur les divergences existantes entre le journal et Fanmi Lavalas. Tout ce qui le préoccupait était de lutter pour remettre le pays sur les rails démocratiques de sorte que les masses populaires respirent un air nouveau.

Il y a quelques années, il avait été contraint de quitter Brooklyn pour aller vivre aux côtés de ses enfants à Boston. Malgré la distance, il était toujours là, fidèle à son poste. Il quittait sa maison tous les lundis matins à 4 heures pour se rendre à la gare routière de Boston en direction de New York pour venir faire son travail au journal. Et le mercredi après-midi, il refaisait le même trajet pour rentrer chez lui vers 23 heures. C'est un exemple de militantisme qui serait certainement très utile à la jeunesse d'aujourd'hui.

Patriote dans l'âme, il est toujours resté cohérent avec lui-même, homme de parole, d'actes et de conviction. Son militantisme est le signe d'un exemple de sacrifice sans pareil. Homme de tous les jours, toujours tiré à quatre épingles et sa pipe pour décoration, il était reconnu dans toutes les rues et tous les quartiers de la Communauté haïtienne de New York.

Homme et ami de tout le monde, Florestal, personne unique, fidèle et généreuse, a contribué selon ses capacités et ses moyens à la continuité du combat populaire pour la lutte de libération nationale. Une démarche qu'il n'aura jamais le temps de consommer, puisque c'était son rêve le plus complet !

Nous lui rendons hommage pour son engagement de longue date auprès du peuple haïtien en lutte pour son autodétermination et sa libération nationale. Les funérailles de notre camarade auront lieu le samedi 30 novembre prochain à l'Église baptiste évangélique de la Nouvelle Jérusalem. 871 N. Main St, Randolph, MA, 02368. Boston

Tous les collaborateurs, militants du journal et les membres du Club des Amis de Haïti Liberté saluent grandement ta mémoire. Tu resteras à jamais dans nos cœurs, cher Florestal, en souvenir de tous les moments de lutte et de fraternelle camaraderie passés ensemble.

A ta famille, à tes proches et à tes amis, Camarade Florestal, Haïti Liberté adresse ses sincères condoléances.



Florestal à Paris le 12 mai 2019

Heures de visite
Samedi 30 novembre 2024.
8h00 - 9h30
Église baptiste évangélique de la Nouvelle Jérusalem.
871 N. Main St, Randolph, MA, 02368

Service funéraire
Samedi 30 novembre 2024.
9h30
Église baptiste évangélique de la Nouvelle Jérusalem.
871 N. Main St,
Randolph, MA, 02368.

Maison Funéraire Waitt
850 N. Main St,
Brockton, MA, 02301